

“hd

Centre
pour le dialogue
humanitaire



*Empowered lives.
Resilient nations.*

Économie politique de la violence dans l'Extrême-Nord

Ce que disent 800 sahéliens

Rapport National Cameroun

*Études des perceptions des facteurs d'insécurité
et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*

**Ces études des perceptions ont été réalisées
par le Centre pour le dialogue humanitaire**

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation. Pour plus d'information : www.hdcentre.org

Clause de non-responsabilité

Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs, et ne représentent ni n'engagent la responsabilité du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

UNE RECHERCHE « ÉPIQUE, ATYPIQUE ET STRATÉGIQUE »

Ce projet d'étude des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions transfrontalières du Sahel a représenté une opportunité unique d'entreprendre une recherche d'envergure et innovante à un niveau régional sur des thèmes mondialisés tels que la violence armée, la radicalisation, le jihadisme et la sécurité. L'ouverture caractérisant l'esprit de ce projet et le choix d'écouter les populations, de traiter leurs perceptions et représentations donnaient l'orientation générale, généreuse et ambitieuse. Nous ne savons en général que fort peu ou sinon rien sur la manière dont les populations les plus exposées perçoivent et traitent la violence armée, l'extrémisme, l'insécurité. En effet, il existe un paradigme dominant s'agissant de ces questions généralement vues de manière descendante (*top-down*) par les institutions nationales et internationales, privilégiant l'approche politiste, sécuritaire, policière et militaire du radicalisme violent d'inspiration religieuse.

Si les perceptions et les représentations ne sont pas des restitutions forcément précises de la réalité, elles concourent à en esquisser l'épaisseur, l'intensité, la granularité, le bruit, la tonalité, le contraste. On pense que le plus souvent ce qui est *perçu* est une distorsion, une vision exagérée de ce qui est effectivement *vécu* ; mais l'écart-type du vécu-perçu peut également se traduire de manière inverse, par une restitution atténuée et filtrée. Nos enquêté(e)s s'expriment le plus souvent avec sobriété quand il faut en venir à décrire les malheurs et le danger mortel qu'ils ont endurés. Ce que disent 800 Sahéliens laisse entrevoir une rationalité en acte de la part d'individus-agents en situation de précarité, souffrance et vulnérabilité – dont il y a beaucoup à apprendre en termes de résistance et de résilience.

Les lecteurs de ces rapports, issus d'une recherche socio-anthropologique inscrite dans une approche humanitaire, doivent prendre en compte, outre la difficulté et la dangerosité, la dimension expérimentale de cette enquête menée en parallèle dans huit pays de l'espace sahélien : cette coupe à la fois large et profonde, opérée dans un temps très court, a permis de repérer et signaler des axes d'action et de réflexion jusque-là ignorés ou sous-évalués, des pistes de recherche fécondes, des réseaux latents et solidaires à mobiliser. Il conviendra de poursuivre ce travail exploratoire.

En l'espace de cinq à huit jours, 59 enquêteurs ont parcouru aller-retour près de 24'000 kilomètres pour sillonner les zones frontalières reliant le Sénégal à la Mauritanie et au Mali, celles communes au Mali, au Burkina et au Niger, ainsi que celles des pays du lac Tchad, à savoir le Nigeria, le Cameroun et le Tchad. L'enquête par questionnaire a été en mesure de recueillir les réponses de 698 personnes au total, réparties sur huit pays du Sahel, avec par ordre décroissant, 147 personnes au Mali (représentant 21% de l'échantillon régional) ; 120 au Nigéria (17%) ; 100 au Niger (14%) ; 88 en Mauritanie (12%) ; 74 au Sénégal (10%) ; 71 au Tchad (10%) ; 60 au Burkina-Faso (8%) et 38 au Cameroun (5%). Des entretiens complémentaires et approfondis ont en outre touché plus d'une cinquantaine de personnes dans le cadre de consultations annexes.

Les équipes ont pu identifier 80 personnes ressources conviées par la suite à rejoindre Abuja, Bamako, Dakar, N'Djaména, Niamey, Nouakchott, Ouagadougou et Yaoundé pour confronter et échanger leurs perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leurs zones frontalières respectives. Des entretiens ont également été organisés, dans la mesure du possible, avec des « sympathisants » ou « repentis » des groupes armés. Enfin, des consultants nationaux et internationaux ont été sollicités pour produire des études de cas et des éclairages conceptuels complémentaires.

La mise en place d'équipes composées uniquement de chercheurs et enquêteurs universitaires nationaux, l'organisation et la mise en œuvre de l'enquête de terrain simultanément dans huit pays,

l'impératif de faire suivre un protocole de sécurité et de communication pour l'ensemble des enquêteurs disséminés dans des zones transfrontalières de conflit, la venue de personnes ressources dans les capitales ont représenté un défi considérable : il a fallu constamment réajuster la planification aux divers aléas et contraintes administratifs (autorisations, coordination avec les autorités), politiques (contexte post-électoral au Nigeria, de transition au Burkina Faso), sécuritaires (attentats de Boko Haram dans la région du lac Tchad), financiers (transfèvements inaboutis, dépassements budgétaires), techniques (coupure électricité, internet), climatiques (saison des pluies), culturels (mois de Ramadan), etc.

Notre choix d'avoir travaillé avec des chercheurs universitaires nationaux a été stratégiquement payant. Il s'agissait du profil le plus adapté pour établir une méthodologie d'enquête adaptée aux réalités locales, pour identifier les itinéraires d'enquête pertinents, pour sélectionner les bons enquêteurs et, enfin, pour mener une analyse perspicace des résultats d'enquête. La méthodologie commune a émané des interactions engagées avec les huit équipes nationales et résulte ainsi d'un travail collectif. Avant même de chercher à comprendre comment les Sahéliens des régions transfrontalières nomment et conçoivent les phénomènes liés à ce que nous appelons « extrémisme violent » et « (in)sécurité », il nous a fallu définir les mots de l'enquête en termes simples et aisément traduisibles dans les langues locales sollicitées lors de nos entretiens. Ces termes ne font pas nécessairement sens auprès de l'habitant vivant dans des zones très peu densifiées où la présence de l'État et de ses institutions reste somme toute plus symbolique que véritablement opérationnelle et programmatique. Quant à l'analyse des données, nous avons sciemment ignoré l'habituelle taxinomie des groupes armés et la lecture politiste du facteur religieux pour nous concentrer sur une conceptualisation qui colle au plus près des perceptions des habitants des régions transfrontalières.

Dans l'ensemble des régions couvertes, les populations ont accueilli favorablement les enquêteurs et se sont confiées à eux sans problème majeur sur toute cette phase critique du travail de terrain. Au Mali, les habitants ont notamment salué le courage des enquêteurs venus jusqu'à eux pour poser des questions aussi directes et allant à l'essentiel. Au Nigeria, nos équipes furent bien accueillies par les enquêtés d'autant que c'était souvent la première fois que quelqu'un venait à leur rencontre.

Il faut préciser – car c'est un fait assez inhabituel – que dans certaines régions transfrontalières considérées comme « risquées », aucune de nos équipes n'a été encadrée par des forces de l'ordre et de la sécurité au cours de leur travail de terrain. Nos équipes devaient bien entendu à chaque fois signaler leur présence et prendre contact avec les autorités publiques et les responsables militaires des provinces où elles se rendaient. Ce fait n'est pas anodin car, pensons-nous, il touche à un enjeu de perception et a renforcé aux yeux des habitants la neutralité de notre entreprise. Fort heureusement, aucun enquêteur n'a été inquiété malgré des incidents de sécurité survenus parfois à proximité immédiate.

Parmi les observations, les résultats, les thèmes de réflexion, il y a des faits qui pourraient, en première lecture, apparaître peut-être embarrassantes à entendre, car clairement les perceptions des personnes interviewées font ressortir des éclats de vérité dont il faut pourtant prendre connaissance. Mais il y a aussi dans leurs propos et leur vision une demande d'État, un souci de normalité et de sécurité indissociables d'une citoyenneté en devenir. Les propos – parfois tragiques – des enquêté(e)s ont le mérite de ne pas laisser entrevoir l'avenir de manière foncièrement apocalyptique. Nous avons évité de poursuivre *l'heuristique de la peur* même si, au bout de cette enquête, il est désormais acquis que la radicalisation est un phénomène amené à durer et avec lequel il va falloir composer. A l'heure où la Communauté internationale se trouve engagée dans une seconde « guerre contre le terrorisme » au Moyen-Orient, les questions traitées ici ne sont pas seulement de dimension locale.

Burkina Faso - 6 enquêteurs
1'500 km – 5 jours

60 entretiens
Villages de 6 localités
Langue : Fulfuldé

Cameroun - 6 enquêteurs
1'500 km – 8 jours

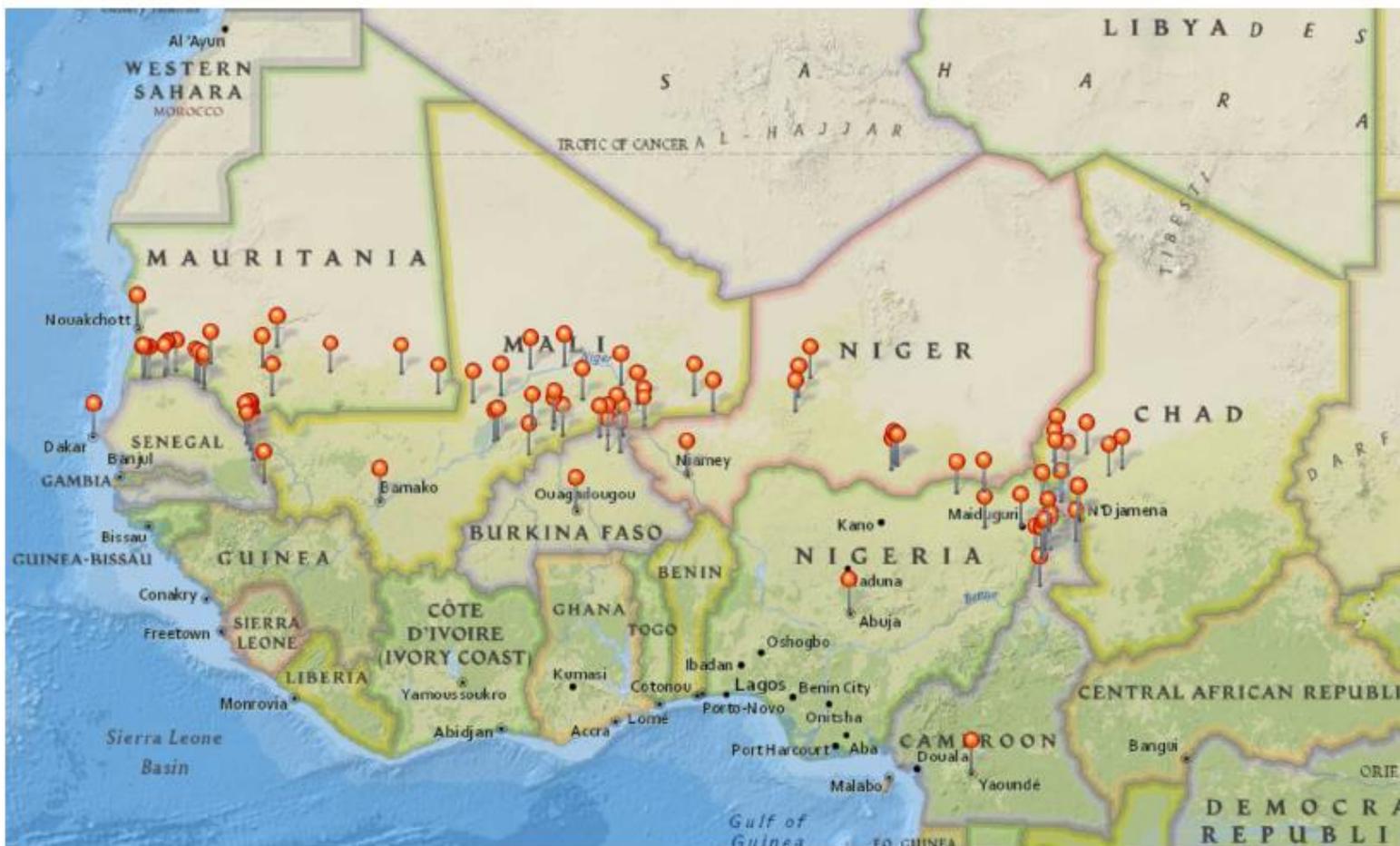
38 entretiens
Villages de 6 localités
Langues : Mandara, Fulfuldé, Arabe-choa, Kotoko, Kanuri, Gamargou, Podoko, Matal, Mafa et Kapsiki

Mali - 9 enquêteurs
8'000 km – 12 jours

147 entretiens
Villages de 15 localités
Langues : Fulfuldé, Tamasheq, Arabe-Hassanite

Mauritanie - 6 enquêteurs
2'500 km – 7 jours

88 entretiens
Villages de 16 localités
Langues : Pulaar, Hassanya, Wolof



Niger - 9 enquêteurs
4'000 km – 6 jours

100 entretiens
Villages de 12 localités
Langues : Haoussa, Tamasheq, Fulfuldé

Nigeria - 9 enquêteurs
1'600 km – 7 jours

120 entretiens
Villages de 8 localités
Langues : Anglais, Hausa, Yoruba, Ibo

Sénégal - 6 enquêteurs
2'800 km – 6 jours

74 entretiens
20 villages
Langues : Wolof, Français

Tchad - 8 enquêteurs
2'000 km – 6 jours

71 entretiens
Villages de 8 localités
Langues : Arabe local, Kanembou, Boudouma

8 capitales
8 entretiens de groupe

80 personnes ressources

MENTION ET REMERCIEMENTS

Responsables de la recherche

Rapport national

Pr Nadine MACHIKOU, Politiste, Université de Yaoundé II, Institut supérieur de management public

Enquête terrain

Claude LINJUOM MBOWOU, Politiste, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Sincère gratitude aux communautés vivant dans les zones de l'enquête et aux autorités civiles et militaires camerounaises.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	p.1
INTRODUCTION	p.3
ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ	p.5
<ol style="list-style-type: none"> 1. État, hétérogénéité fondationnelle et crise du projet national 2. Fragmentation identitaire entre religion et ethnie : fluidité et contingence 	
RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ	p.10
<ol style="list-style-type: none"> 1. Enchevêtrement ethnique et de nationalités transfrontalières Espace transfrontalier : fluidité et inconsistance des frontières Méfiance et stigmatisation communautaires 2. Extrême-Nord, triste lisière Un déclassé structurel au regard des politiques publiques Enjeux économiques et sécuritaires de la frontière 	
RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS	p.17
<ol style="list-style-type: none"> 1. Une socialisation religieuse en crise : les marabouts itinérants et l'école coranique 2. La crise de reproduction de la société 3. La violence subie : entre force de la réponse d'État et terreur des insurgés La terreur des insurgés Réponse étatique, climat d'exception 	
RÔLES DES FEMMES ET DES JEUNES	p.29
<ol style="list-style-type: none"> 1. Mobilisation des jeunes ou la revanche des humiliés 2. Femme et insécurité : le paradoxe de la présence-absence 	
QUE FAIRE ?	p.35

RÉSUMÉ

En prenant appui sur la région la plus exposée à l'insécurité et à l'extrémisme violent, l'Extrême-nord du Cameroun, l'étude se propose de mettre en relief la parole de communautés vivant dans trois départements proches du lac Tchad, le Mayo Sava, le Mayo Tsanaga et le Logone et Chari. Ils sont des traceurs de tensions intercommunautaires et interconfessionnelles, de fragilité sécuritaire et d'une dynamique sociologique et économique transfrontalière. Rendre compte des perceptions au Cameroun présente le défi d'articuler tendances historiques et variables contemporaines dans la compréhension des mécanismes de la radicalisation.

État et citoyenneté, religion et identité

La diversité ethnique dans le septentrion camerounais a la spécificité d'avoir été polarisée autour de deux catégories (Peuls et Kirdi) et d'être marquée par le poids du religieux suite à la seconde vague d'islamisation au XIX^e siècle et à la colonisation. En ce qui concerne « sa dimension identitaire, la religion reste au Cameroun une affaire d'appartenance ethnique »¹. Le projet national fait face à une crise structurelle. L'ordre post colonial a structuré une fragmentation territoriale, notamment entre le Nord et le Sud, ainsi que des mécanismes de solidarité qui sont le socle d'un clientélisme géré par les élites. Positionnement des élites, compétition partisane, enjeux électoraux et accès au capital étatique fragilisent la cohésion communautaire marquée par une hégémonie ethnique cyclique. Depuis deux siècles, les instruments d'exercice du pouvoir politique passent de mains en mains, « se baladent d'un groupe ethnique à un autre au gré des influences de l'islam et de l'État »².

Relations intercommunautaires et transfrontaliarité

Un enchevêtrement d'ethnicités et de nationalités transfrontalières caractérise la région et relativise la signification de la frontière. La stigmatisation de la communauté kanuri, suspectée de complicité avec Boko Haram, est révélatrice du climat de tensions intercommunautaires qui prévaut dans la zone. La région de l'Extrême-Nord, la plus exposée à la violence, est largement déclassée au regard des politiques publiques. Déjà affaiblies par la mal-gouvernance, la présence de Boko Haram a accentué la précarité des populations, le niveau de violence faisant exploser les prix des produits de base. La dimension économique et rentière de la frontière prend tout son sens autour du lac Tchad. Le besoin d'un certain seuil d'ingouvernabilité sur fond d'insécurité généralisée (criminalité et trafics) n'est pas étranger au souci de certains acteurs locaux de conserver les bénéfices tirés des diverses transactions.

Radicalisation : indices et processus

Bien que perçue comme étant principalement guidée par les intérêts économiques, la radicalisation s'inscrit dans une crise de la socialisation religieuse. Est particulièrement pointée du doigt la formation religieuse itinérante (sous les traits des « Mahajirs »). Mal contrôlé, le lieu de transmission des savoirs religieux devient le cadre disciplinaire de l'humiliation et de l'apprentissage de la violence susceptible d'alimenter Boko Haram. Au-delà, c'est la crise de reproduction sociale, du fait de la désagrégation des cadres intégrateurs, qui facilite le développement de la radicalisation. La contrainte sociale organisée par le genre et les générations devient insupportable dans un contexte de clientélisme. Enfin, les communautés sont prises en tenaille entre deux mécaniques de violence qui alimentent la radicalisation : la terreur de Boko Haram et la violence de la réponse étatique dans un climat d'exception. Toutes deux font ressortir les tensions interreligieuses dont l'intensification est périlleuse.

¹ Maud Lasseur, « Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu », *Afrique contemporaine*, 215, 2005/3, p. 95.

² Antoine Socpa, « L'hégémonie ethnique cyclique au nord Cameroun », *Afrique et développement*, vol XXIV (1 et 2), p. 57.

Rôle des femmes et des jeunes

Les jeunes et les femmes constituent des cadets sociaux par excellence. Beaucoup de jeunes, en situation de détresse sociale et d'humiliation, se sont laissé enrôler et la communauté ne laisse pas entrevoir de porte de sortie pour eux. Les femmes quant à elles sont à la fois objets de rétribution de l'engagement extrémiste, victimes et productrices de violence.

Thèmes de réflexion

Prendre en charge le défi de la contre-radicalisation requiert de construire une réponse globale. L'étude suggère qu'elle s'articule autour de trois pistes :

- conférer de la valeur aux zones exposées : la nécessaire institutionnalisation de la région-frontière autour du lac Tchad.;
- l'élaboration d'une stratégie nationale de contre-radicalisation reposant sur une approche globale (sécurité, gouvernance et développement).
- la construction d'un argumentaire désidéologisé et desethnalisé contre le discours radical

INTRODUCTION

Au départ de Maroua et durant 8 jours, 6 enquêteurs ont parcouru aller-retour près de 1'500 km afin de mener 38 entretiens, dans 18 localités aux frontières avec le Nigeria, le Tchad et le Niger. Cette enquête a permis d'identifier 10 personnes ressources qui ont ensuite été conviées à Yaoundé pour confronter et échanger leurs perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leur zone frontalière. L'analyse des résultats présentée dans ce rapport est par ailleurs étayée par des informations recueillies sur le terrain et des contributions d'experts nationaux thématiques.

Le mois de juillet 2015 marque un tournant dans la manifestation de la violence armée islamiste au Cameroun. D'abord le 12 juillet, un attentat-suicide est commis à Fotokol, une localité frontalière située en face de la ville nigériane de Gambaru qui avait déjà perdu une centaine de ses habitants lors de l'attaque du 4 février 2015. Dix jours plus tard à Maroua, dans la capitale régionale de l'Extrême-Nord et siège du commandement des opérations de l'armée camerounaise contre le groupe islamiste radical Boko Haram, un double attentat-suicide est perpétré au marché des tissus et dans ses environs immédiats. Treize morts et trente-deux blessés sont dénombrés. Inédits, ces actes amènent le président Paul Biya à dénoncer leur caractère lâche et odieux³.

Dans la foulée, les autorités administratives prescrivent : interdiction du port du voile intégral, de la mendicité et du commerce par les enfants, fouille de véhicules, bouclage de zones et rafles, renforcement de la surveillance et arrestations diverses. Lorsque le 26 juillet 2015 le quartier Pont vert à Maroua, majoritairement peuplé de musulmans, est frappé par un autre attentat aux abords d'un débit de boissons, faisant 20 victimes et près de 80 blessés⁴, la psychose se répand. Alors qu'elle s'était jusqu'ici focalisée sur la défense des intérêts vitaux de sécurité, la réponse camerounaise peine à s'adapter à un « déprofilage » des terroristes, désormais structurés en base mouvante de jihadistes locaux, sympathisants à demi-mot le jour et miliciens armés la nuit, une base quasi invisible et extrêmement poreuse⁵. La violence de la charge surprend, le pays n'ayant jamais fait l'objet de telles attaques malgré des accusations, par des voix nigérianes, d'être la base-arrière et un espace de repli de la secte pour le ravitaillement en armes et nourriture⁶.

Rendre compte des perceptions de l'insécurité et de l'extrémisme violent dans un contexte d'activisme de Boko Haram requiert d'interroger les modalités de construction du phénomène. Il est fréquent de mettre en relief le déclassement du Septentrion camerounais mais peu de travaux s'intéressent à la production socioreligieuse de la radicalisation, aux dynamiques proprement politiques intégrant les positions sociales et les lignes de fragmentation des élites, leur mode de recrutement et leur rôle dans la reproduction de la violence. Et les ressorts d'économie politique producteurs d'insécurité et de radicalisation ne sont pas pertinemment pris en charge. C'est à ce titre que le présent rapport s'inscrit dans la profonde complexité des relations entre État et Société au Cameroun.

Mayo Tsanaga

Dans le Mayo Tsanaga, les enjeux sont structurés autour des rapports intercommunautaires et interconfessionnels sensibles, de prise d'otages et de la forte activité de groupes d'autodéfense. L'objectif était d'observer les rapports entre chrétiens et musulmans après les violences constatées

³ Communiqué de Paul Biya, signée du Secrétaire général de la Présidence de la République du Cameroun, 13 juillet 2015.

⁴ « Le Cameroun meurtri par un nouvel attentat-suicide portant la marque de Boko Haram », *Libération*, 26 juillet 2015.

⁵ Description faite par Guillaume Larabi du terrorisme au Sahel (in, *Principes de contre-rébellion au Sahel. Vers une synergie régionale ?* Mémoire de fin d'étude, École supérieure internationale de guerre, Yaoundé, juillet 2015).

⁶ Voir notamment le site www.naij.com/60843.html qui soutient que « Nigeria's President now blames Cameroon for Boko Haram insurgency ».

dans cette zone entre décembre 2014 et février 2015⁷ et d'analyser les risques de conflits interconfessionnels. Le Mayo Tsanaga est une zone ouverte aux localités nigériennes de Mubi et Kerawa, ce qui rend l'activité commerciale et de contrebande très importante en dehors de la culture du coton et de l'agriculture de subsistance. De forte densité démographique, ce site est majoritairement peuplé de communautés Mafa, Peule, Haoussa et Kanuri. Les localités de Mabass, Bourha, Koza et Mokolo ont été retenues.

Mayo-sava

Le choix du Mayo-sava tient aussi à prédominance de l'islam, avec des populations entretenant d'importants liens de parenté au Nigéria. De nombreux jeunes y ont rejoint Boko Haram. Cette zone permet d'analyser les perceptions qu'adoptent la communauté musulmane locale face aux courants extrémistes et leurs effets sur les rapports intercommunautaires et la radicalisation des jeunes. Etant situé sur le flanc des monts Mandara, le Mayo-sava est l'une des principales zones de transit entre le Cameroun et le Nigéria par le poste frontière de Banki (ou Amchidé du côté camerounais), proche de l'un des principaux repaires de Boko Haram au Nigéria (versant ouest des monts Mandara et forêt de Sambisa). C'est l'un des bastions de la communauté kanuri au Cameroun, régulièrement stigmatisée. Elle y cohabite avec les Mandara, les Haoussa et les Fulani. La zone permet également de saisir les tensions intra-communautaires chez les Kanuri dont le rapport historique à l'islam est aujourd'hui en crise du fait du registre extrémiste de Boko Haram. Les localités de Mora, Kolofata et Amchidé ont été ciblées.

Logone et Chari

Le Logone et Chari présente quelques traits de similarité avec la précédente zone. Sa spécificité tient à la longue histoire de violences intercommunautaires entre Arabes Choa et Kotoko qui a sécrété des effets politiques et sociaux durables. De nombreux jeunes y ont également rejoint Boko Haram. C'est une zone ouverte sur le Tchad et le Nigéria où s'est constituée une sorte d'économie de guerre. Les populations, à dominante musulmane, sont très exposées aux violences venant du Nigéria. Boko Haram y a perpétré des actions de représailles ciblant les villages arabes des abords du lac Tchad après la mobilisation des élites arabes en soutien à l'effort national de guerre. Les conséquences sur les rapports intercommunautaires Kanuri-Arabes Choa en résultent. Les autres communautés y sont essentiellement les Kotoko, les Mbororo, les Fulani, les Mousgoum et les Haoussa qui vivent du commerce et de la contrebande, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. En outre, le département a la réputation d'être faiblement administré (en raison notamment de la structure géographique lacustre). Une tradition de résistance de la société locale à l'État a fait que l'implantation de groupes de vigilance n'a que très rarement prospéré. C'est également une zone marquée par la forte prégnance de trafics illicites et la circulation d'armes légères et de bandes criminelles. Les cas d'apatridie et les nationalités multiples y sont signalés. En dehors de la ville de Maroua dans le Diamaré, les localités suivantes ont été couvertes : Mora, Kolofata, Koza, Mozogo, Moskota, Nguétchéwé, Kuyapé, Kousséri, Makary et Darack.

L'analyse du recueil inédit de la parole des populations locales les plus vulnérables et concernées par l'enjeu sécuritaire dans les zones frontalières du Sahel se structure autour de quatre considérations exemplaires de la complexité du sujet d'étude. En effet, le présent rapport permet d'abord de situer les perceptions à travers des éléments de contextualité - État et citoyenneté, religion et identité (I) -, avant de relever les perceptions des relations intercommunautaires et de la transfrontaliarité (II). Ces deux premières étapes facilitent la compréhension des indices et processus de radicalisation (III), avant de mettre en perspective les rôles des femmes et des jeunes (IV). Le rapport conclut sur des pistes de réflexion.

⁷Des églises et des villages chrétiens tels que Badjwel ont été rasés, de nombreux déplacés et réfugiés sont enregistrés. Aujourd'hui on note un début d'accalmie et de retour des populations dans la zone avec, comme conséquence à moyen terme, le risque d'amplification de conflits fonciers ou de représailles interconfessionnelles.

ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- La diversité ethnique dans le septentrion camerounais a la spécificité d'avoir été polarisée autour de deux catégories (Peuls et Kirdi) et d'être marquée par le poids du religieux suite à la seconde vague d'islamisation au XIX^e siècle et à la colonisation. En ce qui concerne « sa dimension identitaire, la religion reste au Cameroun une affaire d'appartenance ethnique »⁸.
- Le projet national fait face à une crise structurelle. L'ordre post colonial a structuré une fragmentation territoriale, notamment entre le Nord et le Sud, ainsi que des mécanismes de solidarité qui sont le socle d'un clientélisme géré par les élites.
- Positionnement des élites, compétition partisane, enjeux électoraux et accès au capital étatique fragilisent la cohésion communautaire marquée par une hégémonie ethnique cyclique. Depuis deux siècles, les instruments d'exercice du pouvoir politique passent de mains en mains, « se baladent d'un groupe ethnique à un autre au gré des influences de l'islam et de l'État »⁹.

« Mais regardez les conséquences du conflit kokoto-arabes. Chaque communauté s'est retirée. Les amitiés ont été dispersées. On se limite aux bonjours » (propos d'une responsable d'ONG basée à Kousséri).

1. État, hétérogénéité fondationnelle et crise du projet national

Ancienne colonie allemande, le Cameroun subira un démantèlement de son territoire à l'issue de la Première guerre mondiale et de la défaite allemande en 1918. Sa partie occidentale revient aux Britanniques et sa partie orientale est mise sous tutelle française. Le moment colonial procure une rente de dépendance que les différents acteurs de l'ordre postcolonial s'emploieront à capter au travers de luttes sociales, voire de conflits ouverts. Ces luttes se rapportent d'abord aux tracés des frontières, artificielles, qui handicapent durablement la cohésion nationale et interétatique. A cet effet, l'affaire du Cameroun septentrional est saisissante. En 1961, après un référendum organisé sous l'égide des Nations Unies, le sud du territoire anglais opte pour son rattachement au Cameroun, dans le cadre d'une fédération, tandis que le Northern Cameroon se prononce massivement pour un rattachement à la Fédération nigérienne, au grand dam des autorités de Yaoundé. Elles protestent de manière

REPÈRES IDENTITAIRES DU CAMEROUN

Au creux du golfe de Guinée, jonction entre l'Afrique centrale et occidentale, le Cameroun est considéré comme un « véritable paradis pour ethnologues » où ces derniers peuvent encore entreprendre la quête primordiale de l'anthropologie qui consiste à comparer les sociétés humaines les unes aux autres.

Groupes ethniques : sur les 250 que compte le pays, les principaux sont : Béti-Fang (Eton, Ewondo/Bene, Boulou, Fong, Manguissa) : 19,6 % ; Bamiléké-Bamoun : 18,5 % ; Douala-Loundou-Bassa : 14,7 % ; Peul : 9,6 % ; Tikars : 7,4 % ; Mandaras : 5,7 % ; Makas : 4,9 % ; Chambas : 2,4 % ; Mboums : 1,3 % ; Haoussas : 1,2 %.

Religions

Catholiques : 34,7% ; Religions traditionnelles : 26% ; Musulmans : 20% ; Protestants : 17,5%

Sources : Mohamad Z. Yakan, « African peoples and nations by country: Cameroon », in *Almanac of African Peoples & Nations*, Transaction Publishers, New Brunswick, N.J., 1999, p. 37-39 ; Jean-Claude Barbier, « Les groupes ethniques et les langues », in *Encyclopédie de la République unie du Cameroun*, Douala, NEA, 1981, p. 239.

⁸ Maud Lasseur, « Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu », *Afrique contemporaine*, 215, 2005/3, p. 95.

⁹ Antoine Socpa, « L'hégémonie ethnique cyclique au nord Cameroun », *Afrique et développement*, vol XXIV (1 et 2), p. 57.

officielle et accusent la Grande-Bretagne, dans un livre blanc¹⁰, d'avoir organisé des irrégularités électorales et violé l'Accord de tutelle¹¹. Le conflit a dérivé sur la question de la délimitation de la frontière lacustre et maritime à partir de la zone du lac Tchad où la détermination du titulaire de la souveraineté porte sur environ trente-trois localités¹². L'enchevêtrement de questions ethniques et nationales extrêmement fluides est parfois ratifié par la justice internationale¹³. Historiquement, les lignes frontalières entre le Cameroun et le Nigéria sont avant tout des segments de démarcation administrative.

La trajectoire historique du pays produit le cadre pour la mise en place d'un ordre politique autoritaire¹⁴. Ici, plusieurs dynamiques s'entrecroisent : d'un côté, les conditions de l'accession à l'indépendance – pour laquelle certains groupes ont payé un tribut lourd¹⁵ – mettent à mal la cohésion nationale et appellent à un investissement autoritaire pour la formation de la conscience nationale. D'un autre côté, la violence de l'entreprise de pacification qui y fait suite et sert à neutraliser les poches de résistance nationaliste est source de traumatisme et de façonnement de la perception de l'État¹⁶. De nombreux clivages traversent donc la société camerounaise, accentuant le faible partage d'un sens commun du destin national. Dans ce sens, des revendications irrédentistes¹⁷ ont nourri l'accélération d'un processus fait de longs atteroiements, notamment en matière de transfert des ressources et des compétences. Se perpétuent ainsi des fractures territoriales et des clivages, des inégalités et des disparités de toute nature.

Un territoire politique fracturé entre le Nord et le Sud

L'un des traits décisifs de la vie politique camerounaise est la ligne de fracture Nord-Sud. Le passage successif du pouvoir du Nord au Sud s'est ainsi accompagné d'une inscription tribale de la distribution de la rente étatique (une telle capture n'est pas durablement viable dans un contexte de grande diversité ethnique). Les élites politiques des régions défavorisées tirent avantage du déclassement de ces localités pour garantir et perpétuer leur rôle d'intermédiaire entre l'appareil du pouvoir et les territoires. Il se construit dès lors un clientélisme généralisé marqué par l'accaparement arbitraire des ressources étatiques par l'hégémonie de quelques familles. Au Nord, l'identité "Wadjo" (terme peul désignant un habitant du Nord, par opposition au "Gadamayo" renvoyant à celui du Sud) crée, comme d'autres, un intérêt communautaire s'accompagnant d'une exigence de solidarité. Cet intérêt est en partie objectivement déterminé par des structures

¹⁰ République du Cameroun, *La position de la République du Cameroun à la suite du plébiscite des 11 et 12 février 1961 dans la partie septentrionale du territoire du Cameroun sous administration du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord*, Paris, 1961.

¹¹ Anicet Oloa Zamba le décrit dans *L'affaire du Cameroun septentrionale. Cameroun/ Royaume Uni*, Paris, L'Harmattan, 2007.

¹² Voir notamment Mohammed Salah, « La Commission mixte Cameroun/ Nigéria, un mécanisme original de règlement des différends interétatiques », *Annuaire français de droit international*, 51, 2005, pp. 162-184.

¹³ L'arrêt de la Cour internationale de justice du 10 octobre 2002 est un compromis entre la confirmation de la souveraineté du Cameroun sur la presqu'île et la prise en compte des droits des populations nigérianes de la péninsule dans un délai de soixante jours. Il autorise le Nigéria à maintenir son administration civile et une force de police nécessaire au maintien de l'ordre pendant une période de deux ans dans une zone représentant environ le quart de ce territoire et abritant les villages nigériens. De son côté, le Cameroun était invité à appliquer aux Nigériens vivant à Bakassi un régime spécial transitoire de cinq ans permettant de ne pas être soumis à la législation douanière et sur l'immigration. Les accords de Greentree (New York) confirment ce régime spécial.

¹⁴ Bourmaud D., « Aux sources de l'autoritarisme en Afrique : des idéologies et des hommes », *Revue internationale de politique comparée*, 13, 2006, pp. 625- 641.

¹⁵ Mbembe A., « Mémoire historique et action politique », in Bayart J.P. , Mbembe A., Toulabor C., *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008, pp. 129- 190.

¹⁶ Bayart J.F., *L'État au Cameroun*, Paris, FNSP, 1985.

¹⁷ Il s'agit des mouvements lancés par le Southern Cameroon National Council dans la partie anglophone du pays et du Mouvement pour la libération des Monts Mandara (devenu Mouvement pour la libération du peuple camerounais) dans la partie septentrionale.

socioéconomiques inégalitaires intériorisées par les populations, puis ritualisées dans leurs comportements autour de l'accaparement de biens divers : pouvoir, richesses, honneurs notamment.

Cette fracture entre le Sud et le Nord (catégorie composite regroupant trois régions : Extrême-Nord, Nord et Adamaoua) structurellement défavorisé¹⁸ constitue un des ressorts de l'engagement d'Amadou Ahidjo en politique. Il attribuera de nombreux postes stratégiques, administratifs, politiques et militaires à des ressortissants du Nord. Au plan économique, par des incitations diverses (notamment l'octroi de licences d'importation), il favorise la constitution d'une bourgeoisie d'affaires et de commerce, essentiellement peule. Cette hégémonie était auparavant d'abord le fait des Kanuri et des Haoussa.

Il est clair que cette influence nordiste décline un temps après l'arrivée de Paul Biya au pouvoir et le basculement mouvementé du pouvoir vers les « Gadamayo ». Ce basculement va de pair avec une accentuation de la fracture socioéconomique et politique Nord-Sud.

2. Fragmentation identitaire entre religion et ethnie : fluidité et contingence

La concorde communautaire a été mise à mal par l'insécurité. C'est ce que pensent les deux tiers de nos enquêtés qui estiment que la société est plus divisée que jamais.

L'islam comme ressort de légitimation de la domination des Peuls musulmans

Dans une société qui n'est pas « indifférente aux dieux et aux prophètes »¹⁹, le sacré organise la vie sociale. Le jihad du XIX^e siècle d'Ousman Dan Fodio donne lieu à une deuxième vague d'islamisation des Peuls et constitue un moment fondateur dans l'ordre de la domination ethnique dans la partie septentrionale du Cameroun. Les Peuls se placent dès lors à côté des Kanuri, primo-convertis dès le XI^e siècle dans le cadre du royaume du Kanem. Dès la fin du XVIII^e siècle, la montée en puissance des Peuls s'accompagne d'une transition qui, d'une certaine manière, correspond au passage d'un islam « arabe » du Soudan oriental à celle d'un islam « berbère ». Dans ce contexte, le facteur ethnique constitue un produit politique et une variable explicative qui fait écran en renseignant finalement peu sur les tensions intercommunautaires. Les affrontements interethniques sont légion et des communautés se battent « pour une école, pour une mare d'eau ou pour une carte d'électeur »²⁰. Divers affrontements tribaux entre Arabes Choa et Kotoko dans le Logone et Chari, mais aussi entre Peuls et Kirdi, entre Peuls et Gbaya, sont largement instrumentalisés par les élites politiques après l'indépendance. Ils reposent essentiellement sur l'enjeu des disparités sociopolitiques et économiques²¹.

¹⁸ Rogissart J., *Les problèmes du sous-développement du Nord-Cameroun. Étude sur le problème des voies de dégagement*, Paris, Fondation nationale de science politique, 1962.

¹⁹ Max Weber, *La science comme vocation*, Paris, Plon, 1959, cité par Micheline Milot, « Religion et intégrisme ou les paradoxes du désenchantement du monde », *Cahier de recherche sociologique*, 30, 1998, p. 6.

²⁰ Antoine Socpa, « Le problème Arabes Choa- Kotoko au Cameroun : Essai d'analyse rétrospective à partir des affrontements de janvier 1992 », *The African anthropologist*, 9(1), 2002, pp. 66-83.

²¹ Bah Thierno et Saïbou Issa ont mis en relief ces mêmes enjeux dans les abords du lac Tchad (« Relations inter-ethniques, problématique de l'intégration nationale et de la sécurité aux abords sud du lac Tchad », in Paul Nchoji Nkwi et Francis Nyamjoh (dir), *Equilibre régional et intégration nationale au Cameroun : leçons du passé et perspective d'avenir*, ASCI/CASSRT, Monograph 1, pp. 280-288).

Tensions confessionnelles perpétuées par un État néo-patrimonial

Il faut rappeler que durant la période coloniale, les conflits confessionnels entre musulmans, chrétiens et animistes ont été instrumentalisés par les Allemands pour la maîtrise violente de l'espace. Avec la christianisation de communautés païennes (ultérieure au jihad du XIX^{ème} siècle) intensifiée avec la colonisation (dès l'arrivée des Allemands entre 1899 et 1901), les églises deviennent un paravent contre l'esclavage encore pratiqué à l'encontre des non musulmans essentiellement. Pour asseoir l'autorité coloniale, il était nécessaire de contrer des chefs religieux puissants ou les lamibés (chefs traditionnels, à cette époque, des Peuls) en s'appuyant notamment sur d'autres musulmans. Ils rencontreront une farouche résistance des populations animistes (Kirdi) jusqu'à leur départ de la région à la fin de Grande guerre. Les Français, eux, privilégient la cohabitation pacifique entre les musulmans et les Kirdi qu'ils apprécient au motif que ces derniers sont plus dévoués au travail que les Peuls²². Il n'y a que le mahdisme²³, courant à ambition anticoloniale et opposé au pouvoir des lamibés et des confréries religieuses à relents maraboutiques, qui sera combattu par la France. Elle s'appuie aussi sur des résistances diverses à l'islam de la part de Kirdi qui seront les cibles privilégiées des missions chrétiennes entre les années 1920 et 1930 dans un contexte de polarisation musulmans-animistes-chrétiens articulée sur l'assujettissement des uns par les autres²⁴. Maud Lasseur montre que l'évangélisation de la région repose sur une volonté de contenir l'expansion musulmane, ce qui confère aux églises nordistes une « mentalité conquérante et prosélyte »²⁵. Ceci fonde une ligne de clivage très profonde entre musulmans et non musulmans.

La France promet un système éducatif intégrant une petite dose d'arabe. Ce « choix ethnique » des Peuls (mais aussi des Kotoko) par les colons est lourd de conséquences puisqu'après l'indépendance se met en place, grâce au premier président Ahmadou Ahidjo, d'origine peule, « une politique de favoritisme des Foulbé dans les promotions professionnelles, les recrutements aux concours administratifs, les activités commerciales [qui] induit une vague d'islamisation forcée ou volontaire de nombreuses élites Kirdi »²⁶. Il privilégie aussi les Kotoko à l'exemple d'Ousmane Mey²⁷, dont la descendance est encore au gouvernement. La violence symbolique se traduit aussi par le fait que des ressortissants d'autres communautés (notamment les Toupouri et les Moundang²⁸) ont parfois dû nier leur propre identité et adopter des noms peuls pour s'insérer dans les quotas de concours administratifs ou profiter des incitations économiques et fiscales.

Le retrait de la vie politique d'Ahidjo se traduit par des débandades confessionnelles (retrait de l'islam) et une émergence élitaires d'autres ethnies dans la région face aux Peuls. La montée d'un

LES PRÉSIDENTS DU CAMEROUN

1. **Ahmadou AHIDJO** : né à Garoua dans le Nord dans une famille peule musulmane le 24 août 1924, il devient Chef d'État en 1960, se retire en 1982 officiellement pour raison de santé en cédant le pouvoir à son dauphin constitutionnel Paul Biya. La tentative de coup d'État du 6 avril 1984, dont la paternité lui sera attribuée, le contraint à l'exil. Il meurt à Dakar le 30 novembre 1989.
2. **Paul BIYA** : né à Mvomeka'a dans le Sud dans une famille Boulou catholique le 13 février 1933. Il devient Chef d'État, à l'issue de la démission d'Ahmadou Ahidjo, le 6 novembre 1982, et l'est jusqu'à ce jour.

²² Antoine Socpa, op cit., p. 67.

²³ Il s'agit d'un mouvement (la Mahdia) fondé par Mohamed Ahmad Ibn Abdallah (1844-1885) au Soudan dans la seconde moitié du XIX^e siècle appelant à une refondation religieuse par la morale et la justice sur terre.

²⁴ Jean Marc Ela, *L'Afrique des villages*, Paris, Karthala, 1982.

²⁵ Maud Lasseur, *idem*.

²⁶ *Idem*, p. 71.

²⁷ Ami et confident d'Ahidjo, ancien gouverneur du nord.

²⁸ Cette violence symbolique est fondamentalement quête d'une estime de soi (Kees Schilder, *Quest for self esteem. State, Islam and the Mundang ethnicity in Northern Cameroon*, Research series, African studies, Leiden, 1994).

christianisme prosélyte et conservateur, voire radical, se produit. Des communautés se sont repliées sur elles-mêmes et leur religion, à l’instar des Musgum, soutient une enquête :

« Chez les Musgum, comme ils sont chrétiens là, quand tu deviens musulman, on te chasse du village ».

Le déclin de l’hégémonie ainsi amorcé s’intensifie avec le coup d’État manqué du 6 avril 1984 contre Paul Biya attribué aux élites politiques et militaires peules. Les Arabes Choa, longtemps délaissés au profit des Kotoko, sont alors promus à de hautes fonctions politico-administratives tout comme des Kirdi (Toupouri à l’instar de Dakolé Daïssala ou Ayang Luc qui remplacera Bello Bouba Maïgari, Peul proche de l’ancien président, au poste de Premier ministre). Une forme de suspicion demeure quant à la loyauté des ressortissants de la partie septentrionale au régime de Paul Biya. C’est sans doute ce soupçon qui a amené des élites Beti à avancer l’idée d’un « complot nordiste visant à déstabiliser le régime »²⁹ avec la complicité de « la France ».

S’il est vrai que le pouvoir d’Ahidjo n’est pas le pouvoir des Foulbés, ni le pouvoir de Biya celui des Beti, ce sont davantage des alliances hégémoniques – que le politiste Jean-François Bayart qualifie de « constellations sociologiques » – qui sont à l’œuvre avec une mise en valeur déterminée des régions tour à tour surinvesties et délaissées à travers la redistribution des positions de rente et de prébendes institutionnelles. Ce prisme tribal part d’une polarisation coloniale des identités sur fond de politique d’équilibre régional que le discours de campagne pour la présidentielle de 1970 d’Amadou Ahidjo illustre : « Équilibres des ethnies et des régions dont nulle ne doit être défavorisée, équilibre de la justice sociale de telle sorte que les divisions fondées sur la richesses ne succèdent pas aux dissensions tribales ; équilibre entre villes et campagnes, agriculture et industrie, travailleurs manuels et fonctionnaires, de telle sorte que le développement économique se réalise dans la solidarité nationale ; équilibre entre les adultes et la jeunesse, entre le passé et l’avenir ». C’est le socle d’un clientélisme extensif et dévastateur qui compromet durablement le bon fonctionnement des institutions du pays.

²⁹ C’est le cas de la déclaration des élites de la Lékié (région du Centre) qui ont lancé un appel dans ce sens contre « les complices de Boko Haram, principalement dans les parties septentrionales » suscitant beaucoup de critiques.

RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- Un enchevêtrement d'ethnicités et de nationalités transfrontalières caractérise la région et relativise la signification de la frontière. La stigmatisation de la communauté kanuri, suspectée de complicité avec Boko Haram, est révélatrice du climat de tensions intercommunautaires qui prévaut dans la zone.
- La région de l'Extrême-Nord, la plus exposée à la violence, est largement déclassée au regard des politiques publiques. Déjà affaiblies par la mal-gouvernance, la présence de Boko Haram a accentué la précarité des populations, le niveau de violence faisant exploser les prix des produits de base.
- La dimension économique et rentière de la frontière prend tout son sens autour du lac Tchad. Le besoin d'un certain seuil d'ingouvernabilité sur fond d'insécurité généralisée (criminalité et trafics) n'est pas étranger au souci de certains acteurs locaux de conserver les bénéfices tirés des diverses transactions.

« Je suis de Wandala. Donc de famille mandara. D'après moi, les Mandara du Cameroun et du Nigéria sont les mêmes... Pour l'instant, je suis à l'aise au Cameroun. Il paraît que même le chef de Kerawa s'est seulement détaché du Cameroun pour aller au Nigéria. Je suis à la fois camerounais, nigérian, et mandara. J'ai des papiers nigériens. Si les choses vont mal, là, je vais faire des papiers camerounais à mes enfants » (propos du chef traditionnel de Kérawa).

« Est-ce qu'il y a la sécurité ? Non, nous ne sommes pas en sécurité. Actuellement si quelqu'un te dit qu'il y a la sécurité, c'est qu'il te ment » (propos d'un enquêteur conducteur de moto à Kousséri).

1. Enchevêtrement ethnique et de nationalités transfrontalières

1.1 Espace transfrontalier : fluidité et inconsistance des frontières

L'extrémisme violent se développe dans un cadre territorial précis, espace où les États ne peuvent revendiquer avec conviction la plénitude et l'exclusivité du contrôle territorial. Ceci procède des caractéristiques géophysiques des frontières concernées, dont la démarcation sur le terrain est particulièrement aléatoire par endroits. Ceci explique que la fluidité des échanges transfrontaliers favorise également la fluidité des actions extrémistes violentes.

« Le Mayo-Sava est grandement ouvert au Nigéria. Amchidé appartient à l'arrondissement de Kolofata et Banki fait partie du Borno State au Nigeria. Nous avons Amchidé qui est vulgairement appelé Banki » (propos d'un enquêteur de Mora).

« Le Tchad a dit que tout le fleuve était pour le Tchad. J'avais entendu une histoire qui dit qu'il y a 10 mètres pour le Tchad au niveau du fleuve et, le reste, c'est pour le Cameroun. Mais non, nous n'avons pas de problèmes avec eux » (propos d'un piroguier sur le lac Tchad, rencontré à Kousséri).

La frontière est plus une idée qu'une réalité, une donnée que les populations vivent comme une surprise ou un encombrement, voire comme une gêne à leur épanouissement, en partie du moins.

Cette représentation concerne les populations transfrontalières transférées après 1961 du Cameroun vers le Nigeria (au lendemain du référendum d'autodétermination dans le Cameroun britannique), les populations en déplacement de part et d'autre des frontières du fait des transferts d'autorité entre le Cameroun et le Nigeria (suite à l'arrêt de la Cour internationale de justice en l'affaire dite de Bakassi) et les populations migrantes (réfugiés, nomades). Les différentes mutations de statut territorial ont eu un impact sur les situations humaines, porteuses également de frustrations identitaires, et sur la tentation de la multi-appartenance est une réalité pour de nombreuses personnes.

Les propos suivants reflètent d'autre part le rapport fluide à la nationalité :

« [A Djambal Bahr], il y a des enfants qui sont nés ici... à l'époque, avant l'indépendance. Comme nous, là. On a l'acte de naissance camerounais, la nationalité camerounaise, tout ! Et les venants, après l'indépendance, sont les nouveaux. (...) Celui qui a son acte de naissance ici, il prend la carte [d'identité] ici. Celui qui a son acte de naissance de l'autre côté, il part faire la carte d'identité là-bas. Mais pour traverser là, il n'y a même pas de problème. Tu pars, tu reviens... Même nous, on part on revient comme tout autre. Pour ça, il n'y a pas de problème » (propos d'un pêcheur du Logone et Chari).

Cette situation pose un problème de maîtrise par les États du potentiel humain présent sur leur territoire : nationaux, étrangers, résidents, réfugiés, déplacés, frontaliers, transhumants saisonniers, caravaniers commerçants et autres intermédiaires transfrontaliers. Cela rend difficile la traque des éléments extrémistes. En effet, il y a comme une confrontation entre les frontières juridiques, territoriales, étatiques et les frontières historiques, traditionnelles, sociologiques et identitaires, comme une revanche brutale des vieilles solidarités, affinités et allégeances enfouies (mais non détruites) sous la férule de constructions modernisatrices.

L'idée de région-frontière sied mieux à la réalité sociopolitique des territoires ici visés, la fluidité en étant un des principaux traits. Cette conception pourrait guider une approche nouvelle face à l'incapacité conjuguée des États voisins à assurer la sécurité de leurs frontières communes, laissant de larges pans de territoires être la proie de groupes violents.

1.2 Méfiance et stigmatisation communautaires

Tandis que le régime reçoit des motions de soutien des « forces vives de la Nation » qui l'inondent et sont quasi quotidiennement égrainées par le quotidien pro-gouvernemental *Cameroon Tribune*, des voix s'élèvent pour dénoncer ceux qui œuvrent souterrainement pour la déstabilisation de ce « havre de paix » qu'est le Cameroun. Comme l'analyse Marie-Emmanuelle Pommerolle, « dans les moments de crise [...], ces théories puisent dans le réservoir d'ennemis disponibles et permettent d'expliquer, d'anticiper, et de réduire l'incertitude. Elles permettent aussi de faire l'économie de toute réflexion, et pendant de longs mois de toute action, sur ce qui se passe dans l'Extrême-Nord [...] croissance du recrutement de jeunes camerounais, absence de l'État et méfiance face à ses rares agents, illégitimité des élites sont jusqu'à maintenant passés sous silence dans les commentaires sur ces violences pourtant exceptionnelles sur ce territoire »³⁰.

La majorité des enquêtés (86,8 %) pense que le radicalisme attire une catégorie particulière de la population et estime qu'il y a des communautés dont il faut se méfier. La communauté kanuri est en

³⁰ Marie Emmanuelle Pommerolle, « Les violences dans l'Extrême-nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques », Dossier conjonctures, *Politique africaine*, à paraître.

première ligne dans les réponses, même si beaucoup ont refusé de se prononcer. Une autorité de Kerawa dira par exemple :

« Si j'étais kanuri, je n'allais pas m'en sortir comme ça. Les problèmes du Nigéria viennent des Kanuri, Mandara et Mafa et Gamargou [...] Un matin seulement on a commencé à tuer des gens. On a tué beaucoup de gens... Ce sont les Kanuri qui ont commencé à tuer des gens. Au début, ce sont les Kanuri... Si je repars là-bas, je ne vais plus accepter que les Étrangers viennent au village, comme les Kanuri et les autres... Ils n'ont pas de terre chez nous. Même avant là, les Kanuri vivaient du côté de Kerawa Cameroun, ils sont venus s'installer chez nous pour le commerce ».

Cette suspicion est particulièrement présente dans la communauté Arabe Choa. Un chef traditionnel de la communauté, rencontré à Mora, l'expliquera en remontant à l'époque où sévissaient les coupeurs de routes (gangsters spécialisés dans le braquage de véhicules) qu'ils identifient comme des Kanuri :

« Ils sont tous mauvais, s'ils ne sont pas mauvais est-ce qu'ils vont prendre en otage la femme de Ahmadou Ali et Sa Majesté le sultan de Kolofata ? ». Sur la possibilité d'un dialogue intercommunautaire pour apaiser les tensions, il ajoutera « Qui va accepter d'aller à une réunion pour recevoir une bombe... ? Il n'y a que des Kanuri qui sont dans les rangs des Boko, il faut dire que ce sont les Boko Haram ».

Le chef traditionnel reconnaît cependant que les tensions se sont aggravées avec les exactions de la secte islamiste Boko Haram et soutient que son ami kanuri de Banki a été assassiné parce qu'il était proche d'un Arabe Choa :

« On l'a tué à cause de notre amitié. Le tapis sur lequel nous sommes assis. C'est lui qui me l'a donné. C'était un grand commerçant, on l'a égorgé. On l'a tué juste parce qu'il tissait des liens d'amitié avec un Arabe Choa. C'était un homme respecté et respectable. Maintenant, si je vous dis que je fais confiance à un Kanuri, ce n'est qu'un mensonge ».

Revenant sur le processus d'enrôlement des Camerounais dans la secte islamiste, quelques enquêtés kanuri reconnaissent que leur communauté est fortement représentée dans les contingents de la secte islamiste.

« Ça a commencé à Maiduguri au Nigéria. C'est ça qui a causé ça. Au temps de Rabah, là, ce sont les Arabes qui ont causé ça parce que Rabah est un Arabe Choa. Maintenant, là aussi, Mahamat Youssouf est un Haoussa, il a collaboré avec les Kanuri et les a tous enrôlés. C'est un Haoussa qui a commencé et a pris les Kanuri » (propos du Chef de Magdémé).

La communauté kanuri se sentant indexée est de plus en plus repliée sur elle-même. Les accusations sont aussi portées contre les élites d'origine kanuri à l'instar du Vice-Premier Ministre Amadou Ali³¹. La prise en otage de son épouse sera d'ailleurs qualifiée de manœuvre par certains médias. Si dans le Mayo-Sava, les Kanuri sont considérés comme les principaux soutiens de la secte islamiste, dans celle du Logone et Chari, un allié leur est trouvé :

³¹ Dans le Mayo-Sava, les accusations sont aussi portées par son principal rival, le Président de l'Assemblée nationale Cavaye Yeguie Djibril qui a désigné des élites du Septentrion comme étant des complices de la secte islamiste.

« Au départ, ce sont les Kanuri qui se battaient, disaient-ils pour la cause de l'islam. Ils se sont enrichis. Maintenant les Gamargou se sont investis pour suivre les pas des Kanuri » (propos d'un enquêté Arabe Choa).

Certains Kanuri en sont venus à dissimuler leur origine comme le relève un enquêté de Mora :

« Tu peux trouver un Kanuri, tu demandes, il te dira pas qu'il est kanuri. Il te dira qu'il est mandara. Mais on peut l'identifier à partir de ses balafres. Que ce soit chez les Moura, les Vamé, Mandara Kanuri, Musgoum à l'exception des Bourza ».

Les relations intercommunautaires entre Arabes Choa et Kanuri risquent d'être durablement tendues puisque comme le pressent un enquêté de Kousséri :

« Ce problème-là, même si les Boko Haram finissent, ça va rester un problème entre Borno et Arabes après. Parce que les Arabes sont vraiment touchés. On dit aussi que les Arabes étaient impliqués dans le trafic d'armes. Cette histoire de guerre entre Arabes et Kanuri, là, sera grave ».

L'aspect sociologiquement fictif de la frontière est une donnée importante pour comprendre la spécificité sécuritaire.

2. Extrême-Nord, triste lisière

« Notre village n'est pas électrifié pour qu'on puisse suivre les informations afin de mieux connaître ce qu'il faut faire et souvent même on n'arrive pas à capter les stations camerounaises sauf celles du Nigeria et les informations sont en Haoussa » (propos d'un déplacé de Mozogo).

2.1 Un déclassement structurel au regard des politiques publiques

La région est en soi révélatrice de la fracture Nord-Sud en raison d'un profond déclassement en termes d'accès aux services sociaux essentiels. L'Extrême-Nord connaît le taux de pauvreté le plus élevé du pays (environ 66%). Des corrélations peuvent être établies avec le niveau de scolarisation qui est très faible : le taux d'alphabétisation est évalué à 28,3 % (l'un des plus faibles du Cameroun) ; le taux d'achèvement du primaire est estimé à 46 % ; 53% des enfants déscolarisés se trouvent dans la seule région de l'Extrême-Nord ; en 2008, la région disposait de 93 écoles maternelles et de 1775 écoles primaires ; le niveau d'encadrement élève-enseignant au primaire et au secondaire est le plus faible du pays. Dans le domaine de la santé, la région dispose de deux hôpitaux régionaux, de 28 districts de santé (dont six non reliés au réseau électrique), de 243 aires de santé (dont 40 sont non construites). Comparativement, ces chiffres sont largement en deçà de la moyenne nationale. Dans le rapport régional de progrès des Objectifs du millénaire pour le développement pour l'Extrême-Nord, il est indiqué que la promiscuité et l'absence d'adduction d'eau potable constituent les principales causes de l'insalubrité.

« Nous puisons dans les mares. En cas de maladie on se traite à l'hôpital de Kolofata » (propos d'un enquêté).

« Il y a huit forages mais tout est gâté. Plus rien ne fonctionne. On a creusé des puits » (propos d'un enquêté à Magdémé).

La couverture électrique est également inférieure à la moyenne nationale.

« Il n’y a jamais eu le courant là-bas. Le courant dans le Logone et Chari, ce n’est qu’à Waza et Kousseri » (propos d’un enquêté de Kousséri).

L’urbanisation est par ailleurs assez faible dans la région, seule 24 % de la population vit en zone urbaine³². Les infrastructures sont peu nombreuses. Le réseau routier est largement sous-développé. Il faudra près de 10 heures aux enquêteurs pour relier Kousseri depuis Maroua, villes distantes de seulement 161 kilomètres. Le trajet reste également périlleux du fait des incursions de Boko Haram. La situation de l’Extrême-Nord au regard des politiques publiques constitue donc un révélateur de fragilité. Elle s’exprime en termes de difficulté à assurer l’autorité étatique sur l’ensemble du territoire régional, notamment au niveau des frontières, et à garantir la sécurité humaine. Ce déclassé profond est à l’image de la grande majorité des régions sahéliennes, « un territoire immense et en déshérence, couplé aux traditions de nomadisme et aux dynamiques transfrontalières des populations rendant particulièrement complexe la gestion de la souveraineté »³³. Cette fracture pose la question plus large des schémas étatiques de redistribution.

Une relégation accentuée par le terrorisme

« Avant la guerre, il y avait trop d’activités à pratiquer mais la guerre est venue mettre un terme à nos activités, la majorité faisait du commerce de riz, des choses, puisque les choses venaient d’abord ici avant de repartir vers le Nigéria. La frontière n’était rien, il suffisait seulement de traverser une barrière pour se retrouver au Nigéria. Ce n’est même pas une frontière, on a juste délimité avec deux poteaux comme ça. Il n’y a pas de rivière comme à Kérawa » (propos d’un enquêté).

Les populations, malheureuses et désespérées, expriment une demande pour l’agir public articulé sur le développement socioéconomique fondateur de la cohésion nationale que l’extrémisme violent a fragilisé. Comme le fait valoir la quasi-totalité des enquêtés (94,7 %), le climat d’insécurité a accentué le déclassé de la région. Ils soutiennent que l’activité économique a été gravement affectée par les activités insurrectionnelles de la secte. Les prix de tous les produits de première nécessité largement importés du Nigéria ont explosé (sucre, riz, farine, carburant notamment³⁴). L’insécurité sur les routes nationales et le corridor Douala-Ndjamena ont rendu les approvisionnements rares et coûteux tandis que les principaux produits locaux ont vu leurs prix s’effondrer (céréales tels que le mil, les arachides, le haricot, le soja³⁵ et le bétail). La région étant essentiellement agricole (activité occupant près de 80% des habitants), les champs ont été abandonnés par de nombreuses communautés à la suite d’attaques des villages et d’incendies des récoltes (c’est le cas d’Achigachia, de Limani ou de Kérawa). La sécurité alimentaire de la localité s’est nettement dégradée. L’industrie cotonnière a été affectée dans la mesure où la Société camerounaise de développement du coton n’a toujours pas pu racheter toute la production locale des petits producteurs ruraux³⁶. L’économie touristique locale, hier florissante avec la présence du parc naturel de Waza, a perdu toute attractivité en raison du classement de la région en zone d’alerte maximale, déconseillée aux expatriés suite à la multiplication des enlèvements.

Cette réalité objective de grande pauvreté de la région s’accompagne d’un « éthos victimaire », un fort sentiment d’être négligé par l’État, présent dans le discours des élites septentrionales et des

³² PNUD, *Rapport national sur le développement humain : le rôle du capital humain*, 2015, p. 50.

³³ Gérard-François Dumont, « La géopolitique des populations du Sahel », *La Revue politique*, 7, avril 2010.

³⁴ Le carburant de contrebande localement appelé « zoua-zoua » est passé de 350 francs CFA le litre à 1000 FCFA par endroits.

³⁵ Le sac de 100 kg de mil est passé de 1200 FCFA à 3000-4000 FCFA en l’espace de quelques mois sur le marché de Kuyapé.

³⁶ Guillaume Vadot, *Coton et paysans : la production comme espace politique. Exploitation, encadrement et conflictualité sociale à l’Extrême Nord Cameroun*, mémoire de Master en Science politique, Université de Paris 1, juin 2012.

postures irrédentistes qui se sont accentuées ces derniers mois dans un contexte de recrudescence du terrorisme. Ce discours victimaire s'accompagne d'une indexation de certaines de ces élites. Dans ce sens, la *Lettre du continent* avance sans détours que « le Cameroun voit sa cohésion menacée par l'instabilité dans le Nord du pays. L'idée d'une connexion entre Boko Haram et certaines élites musulmanes de cette région visant à déstabiliser le régime Biya se répand »³⁷.

Les arrestations d'autorités politiques (un maire) et traditionnelles (des chefs notamment du Mayo-Tsanaga) accusés de sympathie terroriste ou encore le refoulement de 2300 réfugiés nigériens au lendemain de la visite du président Buhari au Cameroun en juillet 2015 sont des signes de frilosité du pouvoir central, accentués avec l'arrivée massive de dizaines de milliers de réfugiés au Cameroun. Essentiellement installés dans le camp de Minawoa, créé le 2 juillet 2013 sous la coordination du Haut-Commissariat aux Réfugiés, le camp compte majoritairement des femmes, des jeunes et des chrétiens. La population des villages d'accueil (notamment Gadala) s'est vue multipliée par six en deux ans. Outre les nombreux déplacés camerounais³⁸, la présence de réfugiés nigériens s'accompagne de nombreux défis : accès à l'eau potable, qualité des installations sanitaires, disposition en bois de chauffage, alimentation, présence présumée de nombreux membres de la secte islamiste pour faire du commerce et/ou ravitailler les combattants. Face à l'investissement de plus en plus limité de l'État, les familles ont été largement mises à contribution pour exercer la solidarité. Des organisations confessionnelles interviennent également dans la prise en charge des réfugiés.

L'enracinement social de la radicalisation est évident pour les communautés et s'intensifiera tant que la région septentrionale ne fera pas l'objet d'une attention plus grande de l'État.

2.2 Enjeux économiques et sécuritaires de la frontière

Le lac Tchad est un espace de transaction par excellence où la dimension économique et rentière de la frontière prend tout son sens. Les acteurs de cet espace économique vivent de la frontière comme d'une écluse, un péage de fait. La corruption douanière et policière, dénoncée par des enquêtés y est importante. Le président d'une association de pêcheurs décrit subtilement les petits arrangements avec les autorités :

« Mais tu es ici, si tu pêches et que tu n'amènes pas un peu la « sauce », quand il y a les problèmes qui va te secourir ? [rires] C'est ça le problème. (...) Mais si je vois ces meilleurs poissons moi-même, je prends la moto avec ça. Je laisse un peu la « sauce » au Central [Commissariat] ; je m'en vais laisser à la brigade et... le sultanat. Ainsi de suite. C'est comme ça qu'on fait. Mais durant un an ça ne tient pas ; il n'y a pas la pêche régulière, là. Pour toi-même, quand tu pêches, là, tu trouves, vous partagez entre vous ».

La démarche de maîtrise du territoire par l'État, par son personnel administratif, peut provoquer des ruses de contournement des communautés et/ou notabilités locales ayant bâti leur rente économique sur la gestion des flux frontaliers, en s'aidant des coupeurs de route dont la collusion avec les lamidos et les notabilités locales a été lourdement suggérée. Le besoin d'un certain seuil d'ingouvernabilité sur fond d'insécurité généralisée n'est pas étranger au souci de conserver de larges marges d'action économique de la part de certains acteurs locaux. Un ancrage historique de la criminalité y contribue amplement³⁹. L'espace régional frontalier est ainsi saturé d'actes délictueux

³⁷ Voir « Boko Haram accentue la fracture Nord-Sud », *La lettre du continent* n° 689, 10 septembre 2014.

³⁸ En fin janvier 2015, le chiffre de 33610 personnes a été avancé.

³⁹ Saibou Issa, « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad », *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004 ; du même auteur, *Les coupeurs de routes. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala,

dont les auteurs et les victimes se trouvent de part et d'autre des frontières étatiques et sont mus par des solidarités et dettes sociales diverses, qu'ils soient éleveurs, pêcheurs, « fraudeurs » (catégorie indigène investie dans la contrebande, désignée telle quelle par les populations et qui constitue un métier normal), paysans, etc. Un piroguier tchadien rencontré à Kousséri dira que ces fraudeurs sont source d'insécurité sur le lac Tchad :

« Nous n'avons pas de problèmes avec l'armée tchadienne, ils sont en train de faire le contrôle tout le temps, mais comme maintenant on a donné feu vert, là, si on te voit dans l'eau, là, on tire sur toi. Oui, il y a les fraudeurs dans le secteur. Mais quand il y a les fraudeurs qui passent dans le fleuve, ils tirent ».

Les actes délictueux se traduisent notamment par le trafic d'armes légères et de munitions en raison de l'insécurité chronique dans la région et du vagabondage des groupes armés sur les lignes frontalières faiblement tenues par les appareils sécuritaires étatiques. L'on relève aussi le braconnage transfrontalier, le trafic de médicaments, de stupéfiants, de carburant, de produits de contrefaçon, le vol de bétail ou le braquage de banque. A cela s'ajoute un trafic de documents d'identité : autour du lac Tchad, des pêcheurs se trouvent parfois simultanément détenteurs de pièces d'identité du Cameroun, du Tchad et du Nigéria. Ce trafic est accentué en période électorale.

« Moi je pense que les Boko Haram ont commencé à s'attaquer au Cameroun, là, parce qu'avant ils y faisaient transiter des armes des pays voisins, mais on ne sait pas exactement où. D'autres disent que ces armes venaient du Soudan en passant par le Tchad. Donc le Cameroun était juste la zone de transit » (propos d'un enquêté de Kousséri).

Cette situation constitue un réservoir de captation pour le radicalisme islamique. Il est nécessaire de mettre en évidence au sein de cet espace-tampon la part de l'économie frontalière dans la production de la radicalisation (en termes d'économie politique). Avec les attaques de Boko Haram, cette économie largement contrebandière, permettant de suppléer à une faible présence étatique dans la région a été mise à mal. Cette situation peut fonder un processus de radicalisation, notamment des catégories les plus touchées⁴⁰. Les réponses étatiques n'ont pas pris en charge les mutations récentes des phénomènes d'intégrisme et de violence armée.

2010 ; Nana Ngassam Rodrigue, « Insécurité aux frontières du Cameroun », *Études. Revue de culture contemporaine*, 3, 2014.

⁴⁰ L'on sait que trois rentes globales construites sur la prohibition, sont les fruits d'un déclassé du Sahel : le trafic de drogue, le convoyage des migrants par des passeurs sans scrupule et la revendication islamiste avec le triptyque narcotrafiquants/passeurs/jihadistes.

RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS

Ce qu'il faut retenir :

- Bien que perçue comme étant principalement guidée par les intérêts économiques, la radicalisation s'inscrit dans une crise de la socialisation religieuse. Est particulièrement pointée du doigt la formation religieuse itinérante (sous les traits des « Mahajirs »). Mal contrôlé, le lieu de transmission des savoirs religieux devient le cadre disciplinaire de l'humiliation et de l'apprentissage de la violence susceptible d'alimenter Boko Haram.
- Au-delà, c'est la crise de reproduction sociale, du fait de la désagrégation des cadres intégrateurs, qui facilite le développement de la radicalisation. La contrainte sociale organisée par le genre et les générations devient insupportable dans un contexte de clientélisme.
- Les communautés sont prises en tenaille entre deux mécaniques de violence qui alimentent la radicalisation : la terreur de Boko Haram et la violence de la réponse étatique dans un climat d'exception. Toutes deux font ressortir les tensions interreligieuses dont l'intensification est périlleuse.

« Toutes nos familles ont des enfants qui sont partis rejoindre Boko Haram ou qui tôt ou tard seront prêts à le faire (...) Les enfants qui partent, reviennent pour tuer leurs parents et leur marabout ; comme une offrande à Dieu (...) L'école coranique est une formation où les enfants nomadisent et subissent une formation très dure qui les accoutume à la violence, les déshumanise, les coupe de tout (...) Les imams n'osent pas parler de Boko Haram dans les prêches car ils savent que tous les villages frontaliers ont des cellules de BH et que s'ils dénoncent l'action de BH il seront tués (...) Plutôt que de se concentrer sur la réinsertion il faut arrêter le tsunami du recrutement, causé par la répression des militaires (...) Les militaires, il y a les uns dont la priorité est de se protéger et les autres qui ont la rage de tuer (...) Le préfet, le parti présidentiel ont organisé des rencontres entre les forces vives des localités mais les gens ne parlent pas, ils ont peur que parmi eux il y ait des sympathisants de BH (...) » (propos recueillis lors de l'entretien de groupe).

1. Une socialisation religieuse en crise : les marabouts itinérants et l'école coranique

Bien qu'accentuée par la pauvreté des familles, la crise que vit le septentrion camerounais est d'abord le fait d'une socialisation à l'extrémisme portée essentiellement par des marabouts itinérants. Ce prisme ne peut non plus être compris sans l'intégrer dans le débat plus large de la place de l'école coranique dans l'Extrême nord. Un enquêté de Magdémé confie que l'école coranique est le plus souvent fréquentée par « certains enfants, ceux que les parents ne pouvaient pas envoyer à l'école occidentale, ou acheter des cahiers. » Historiquement pourtant, l'école coranique n'offrait pas une éducation « par défaut » dans la mesure où la connaissance islamique était fortement valorisée, au point que les familles choisissaient de confier leurs enfants à des marabouts réputés, même s'ils vivaient loin.

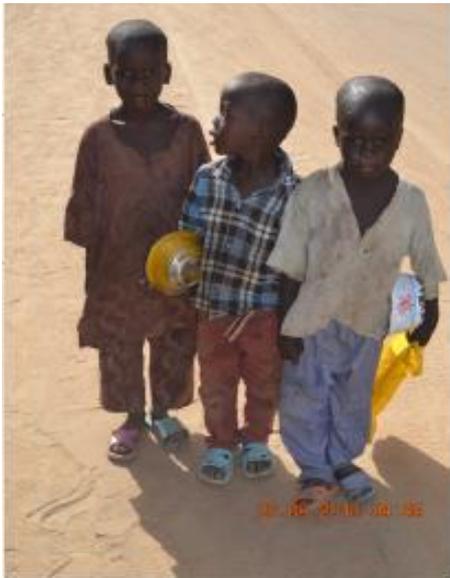
Or ce sont les écoles coraniques (madradas) et les universités islamiques qui permettent d'apprendre la lecture, l'écriture et la religion à partir de la mémorisation du Coran. Une enseignante d'école coranique d'origine arabe choa, inscrite dans un lycée franco-arabe de Ndjamen en année de terminale fait des projets :

« Si je l'obtiens [le baccalauréat]? J'irai m'inscrire à l'université pour faire la faculté de droit (Kouliya chariya). Inch Allah. A Ndjamena. Ici, ça n'existe pas ».

Pilier de cette socialisation religieuse, l'école coranique est devenue un instrument disciplinaire de placement au sens d'Anne Cadoret⁴¹, formatrice d'une élite « du bas ». Institution totale mais de plus en plus marginalisée au Cameroun où la scolarisation moderne s'est accompagnée d'une déscolarisation coranique (quelques communautés y font exception, c'est le cas des Kanuris⁴²). Pourtant, dans certaines localités, l'école coranique est le seul espace de scolarisation, qu'elle soit logée dans la maison du marabout, dans un local du village ou à l'ombre d'un arbre. Essentiellement privée, elle est très ouverte et privilégie l'oralité : « L'éducation n'est entachée ni de conditions d'accès, ni de sélectivité, ce qui constitue un avantage important, comparé aux conditions d'accès à l'enseignement « occidental ». Cependant, le bas niveau des maîtres et du savoir acquis sont souvent la contrepartie des conditions et des modalités d'enseignement »⁴³. Elle sert à garantir la cohésion communautaire et est un puissant outil disciplinaire permettant d'acquérir les valeurs de la soumission et le sens de la hiérarchie sociale, notamment lorsque les femmes sont les enseignantes :

« On les amène à l'extérieur pour mémoriser le Coran et ils rentrent après. Ça se fait depuis 1960 et il n'y a même pas de problèmes. Les Boko Haram, là, veulent seulement gâter les noms de l'école coranique. [Les enseignements sont basés] uniquement sur l'islam. Nous on n'entre pas dans des choses-là. On apprend à l'enfant comment faire la prière, comment respecter sa maman, son père et l'Autre » (propos d'une enseignante).

Le marabout est souvent sans grade particulier ni titres (ce qui laisse l'accès à cette position très



libre) et s'est largement constitué en entrepreneur indépendant marchand de biens de salut, socialement très considéré. Dans un contexte de fort taux de natalité dans des familles (souvent polygamiques), les enfants lui sont régulièrement confiés, dès l'âge de cinq ans et pour quelques années. Certains sont des marabouts itinérants qui les exploitent et vivent de leur mendicité entrecoupée par des séances de mémorisation coranique⁴⁴, canal privilégié de transmission de l'humilité et de la solidarité. Tout ceci se passe dans l'indifférence publique quasi-totale. Et le parcours de marabouts itinérants conduit souvent à un passage dans le nord du Nigéria où l'exposition aux doctrines extrémistes de Boko Haram a pu se produire, aménageant le terrain pour un basculement dans la violence. Il faut ici souligner que 63,2% des enquêtés pensent que l'extrémisme violent est venu de l'extérieur.

La misère de la mendicité. Source : Auteurs, 2015.

Aujourd'hui, au sens foucauldien, l'école coranique construit une microphysique du pouvoir exercé sur les corps⁴⁵ et productrice d'une humiliation recherchée et valorisée.

⁴¹ Anne Cadoret, *Parenté plurielle. Anthropologie du placement familial*. Paris, L'Harmattan, 1995.

⁴² Ceci fonde parfois des tensions entre les deux formes d'éducation coranique et moderne. L'émergence d'école « franco-arabe » a permis dans quelques villages de sortir de ces tensions.

⁴³ Stéfania Gandolfi, op cit.

⁴⁴ Il est souvent exigé des petits élèves qu'ils donnent 100 FCFA par jour au marabout en paiement de ses services de formateur. La défaillance est sévèrement punie par ce dernier.

⁴⁵ Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard, 1975.

« *C'est dans l'endurance que nos enfants apprennent à être des hommes. Si nous ne faisons pas ça, notre religion va disparaître. Ils doivent aller à l'école coranique* » (propos d'une élite politique du Logone et Chari).

Les élèves ayant eu éducation exclusivement coranique sont ainsi désormais « condamnés » à s'insérer dans des activités telles que le commerce transfrontalier (où ils excellent en raison de leur parfaite maîtrise des frontières), le petit commerce, l'artisanat, le métier de marabout (services magiques ou de sorcellerie sollicités par des clients). Le caractère itinérant de certaines écoles coraniques constitue un facteur aggravant d'exclusion et formant un habitus violent chez les petits élèves. Les enfants sont déconnectés de toute attache familiale, de tout sentiment d'affection parentale et ils ont pour seule attache le maître et leurs petits camarades.

« *Les mahajirs [terme arabe désignant les élèves d'écoles coraniques itinérantes] du centre ici, il n'y a pas de problème. Ce sont ceux du Serbowel [zone du bassin du Lac Tchad dont le nom est tiré d'un cours d'eau temporaire provenant du fleuve Logone] qui sont venus ici. Mais ceux qui viennent du Nigéria, là, c'est eux qu'on regarde. En ce temps-là, on les dérangeait, mais les gens sont allés voir le sultan, il a dit qu'on les laisse. Ce sont ces enfants qui enseignent aussi nos enfants, non ? Mais le sous-préfet a dit maintenant que chaque maître doit enregistrer ses élèves et apporter la liste aux autorités. Tu pars, tu déposes, on te donne le récépissé* » (propos d'un habitant de Kousséri).

Le processus de radicalisation peut se présenter dans les termes suivants : tout commence dans la famille (où sera décidée la socialisation religieuse disciplinaire, privilégiée moins pour sa dimension théologique que sa portée sociale), se systématise dans la formation religieuse et la communauté avant de se terminer chez Boko Haram. Selon des estimations, en 2014, près de 2'000 Camerounais auraient gonflé les rangs de l'organisation. Même s'il est difficile d'établir un profil et un parcours universels de l'individu radicalisé, on présume qu'il est essentiellement jeune et de sexe masculin – même si certains corps de sexe féminin ont été identifiés après des attaques. L'identification à l'islam s'inscrit dans le registre du dominé (par l'Occident, par les riches ou les bourgeois, les élites, etc.) envers qui le radicalisé manifeste sa solidarité.

Pour la grande majorité des enquêtés (94,7 %), la radicalisation est avant tout le produit de motivations économiques mais aussi sociales et politiques. Le religieux n'est évoqué, avant l'éducation, que par une petite minorité d'interviewés. En effet, la connaissance théologique et l'interprétation des préceptes de l'islam ne fonde pas nécessairement, à l'échelle des communautés de l'Extrême-Nord, un basculement vers l'intégrisme en raison des traits de l'islam camerounais divers et largement tolérant (« repensé, repétri » pour reprendre la formule de Froelich relative à l'islam africain⁴⁶). Sur la connaissance théologique, les enquêtés se montrent d'ailleurs très vagues lorsqu'ils ne restent pas sans opinion sur les spécificités de l'islam local, les différents courants existants et les rites pratiqués.

2. La crise de reproduction de la société

« *J'ai 10 enfants... J'ai cinquante ans. Et je suis monogame* » (propos d'un enquêté de Kolofata). Une lecture croisée des différents discours révèle cependant que le contexte sociopolitique, les structures sociales, l'exposition à la violence, la psychologie et l'idéologie sont des facteurs explicatifs. Ils peuvent être regroupés dans la catégorisation d'Ernie Regehr en des conditions particulières productrices de violence soutenue ancrées dans les griefs, à savoir l'identité, la capacité

⁴⁶ J.C. Froelich, *Les musulmans d'Afrique noire*, Paris, Edition de l'orange, 1962, p. 11.

et l'absence de solution de rechange⁴⁷. La présente étude a le mérite de relativiser les ressorts structurels et médiatique pour mettre en lumière le poids d'une crise profonde de reproduction sociale dans les sociétés sahéliennes en général et dans l'espace septentrional camerounais en particulier. Un temps avancé, le rôle des médias dans la radicalisation est relatif, même si des soldats rapportent la présence de ces films de propagande dans les téléphones d'insurgés abattus.

« Selon les informations que nous détenons, lorsqu'ils arrivent dans une localité, ils se servent de l'islam et prêchent. Nous avons par exemple une vidéo que nous avons téléchargée sur Google. Celle-ci montre Aboubakar Shekau en train de prêcher en lieu et place d'un imam » (propos d'un jeune de Makary).

L'exposition à la propagande par les technologies de l'information et de la communication est réelle et se fait par le partage de films de la secte circulant essentiellement au moyen de cartes SD d'un téléphone à l'autre, l'accès à internet mais aussi à la radio et à la télévision étant relativement limité. Les localités frontalières souvent visés ne sont pas toujours dotées d'une couverture électrique.

Sans être communautaire, l'amorce de ce parcours est marquée par les contraintes sociales de groupe, à la différence d'une radicalisation dans les sociétés occidentales qui est souvent individuelle et virtuelle. La radicalisation s'inscrit dans une crise sociale profonde. Il s'agit d'abord d'une crise du modèle de la famille conjugale qui n'est plus susceptible de garantir une solidarité domestique efficace. La division familiale du travail s'organise autour de la grande vertu de la séparation – de genre et générationnelle – des tâches dans une configuration sociale marquée par une inclinaison patriarcale, un absolutisme gérontocratique et une absence de débat. La montée de l'extrémisme violent devient simplement le catalyseur et un révélateur d'un long processus de désagrégation des cadres sociaux intégrateurs et des instances de socialisation (la mosquée). La résilience du groupe domestique qui, en période d'instabilité socio-économique, a une fonction d'atténuation ou de prévention des ruptures sociales, ici ne fonctionne plus. Et le célibat sert dans ce sens de facteur d'intensification de l'exclusion⁴⁸. Les coutumes d'acquisition de la terre (dans les communautés pratiquant l'agriculture) ou de transmission du cheptel (dans les communautés pastorales) ne permettent pas de maintenir une cohésion sociale dans un contexte où les familles sont de moins en moins capables de prendre en charge leur progéniture. La très faible proportion d'emplois formels, d'où beaucoup sont exclus en raison de leur faible niveau d'éducation, ne permet pas non plus de garantir la cohésion sociale. Selon des enquêtés, ceci provient du dysfonctionnement des mécanismes de redistribution au niveau local, marqués par le clientélisme et le faible investissement des élites. De fait, l'État ne dialogue qu'avec ses élites, c'est-à-dire qu'avec lui-même (monologue hégémonique), structurant par le haut une redistribution parcimonieuse de la rente. Cette configuration transforme nombre des exclus en alliés objectifs de la secte islamiste qui dénonce l'éducation occidentale comme étant illicite (« haram »). Les autorités administratives, sentant le danger, ont invité leurs auxiliaires (chefs traditionnels) à dénoncer les responsables d'écoles coraniques clandestines.

« Ils ne font rien pour que nos enfants rentrent aussi dans la fonction publique. Ils ne sont là que pour leurs intérêts. Si tu lui donnes un nom pour un concours, tu perds ton temps », soutient un enquêté ou encore « Il faut être l'enfant de quelqu'un pour être dans une école de formation. Et surtout le classement. Les enfants des « grands » prennent les premières places. Mon fils a été victime à l'Enam (École nationale

⁴⁷ Ernie Regehr, « Drivers of armed conflicts », *International Relations and Security Network*, 4 février 2013. Voir aussi Ted Gurr, *Why men rebel ? 1970* ; qui insiste sur le poids de la frustration des acteurs sociaux (quelle soit absolue ou relative).

⁴⁸ Voir pour plus de détails les travaux déjà anciens de Pierre Bourdieu, « Célibat et condition paysanne », *Études rurales* 5-6, 1962, p. 32-135 ; « Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction », *Annales ESC* 5-6, 1972, pp. 1105-1125.

d'administration et de magistrature). Il a été admissible deux fois de suite » (propos d'un ancien maire).

« Le véritable problème c'est le chômage. Parce que l'État n'investit pas dans la jeunesse. Même s'il investit dans la jeunesse, la jeunesse n'a pas sa part. Tu as ton brevet, tu n'as rien. Souvent ce sont ces « grands » qui sont à l'origine de certains problèmes » (propos d'un enquêté).

Dans ce climat, les jeunes hommes sont les premiers à quitter la communauté ou à manifester résistance voire rébellion. L'aggravation de la fragilité socioéconomique et la crise identitaire a de graves conséquences sur l'image de soi dans des communautés où tout le monde connaît tout le monde. Leur insécurité sociale⁴⁹ est le premier ressort de la radicalisation. Le passage à l'acte est l'expression achevée de l'engagement religieux pour ceux qui considèrent que leur sont déniées l'existence et l'humanité et qui les contestent en retour à leurs adversaires. La détresse des sociétés septentrionales tient aussi au relâchement des liens sociaux à travers un processus long et lent de déstructuration de l'espace paysan. Des monographies locales sur les expressions de la misère rurale attestent qu'elle ne touche pas seulement des catégories sociales distinctes (jeunes analphabètes, paysans sans terre, etc.) mais aussi des communautés et des espaces spécifiques dans la région de l'Extrême-Nord.

A une autre échelle, la crise sécuritaire a fait progressivement prendre conscience de la distance existant entre le septentrion et la nation camerounaise (distance sociale, couplée à un sentiment d'échec et de déclassement). Les structures de contrôle social (tribunal coutumier au niveau traditionnel ou les organes du parti au pouvoir largement dominants dans la région) sont perçues comme complices de cet ordre.

3. La violence subie : entre force de la réponse d'État et terreur des insurgés

Le traitement sécuritaire de l'extrémisme violent, couplé à l'action des jihadistes, est clairement un vecteur de radicalisation et de violence accrue pour les enquêtés. 78,9 % des enquêtés ne se sentent pas en sécurité et 60,5 % d'entre eux ont déjà vécu une situation d'insécurité ou de violence. Plus la violence est produite, plus elle transforme profondément les sociétés en sociétés guerrières⁵⁰. C'est la banalisation de cette violence, à travers à la fois sa vulgarisation et sa sacralisation, qui en est l'explication. Au Cameroun, comme ailleurs, la lutte de la secte islamiste a mis en balance des injonctions et des impératifs contradictoires : assurer d'une part l'intégrité du territoire national et préserver d'autre part les populations civiles en respectant leurs droits et libertés fondamentales face à une menace asymétrique qui se distingue par l'ampleur de la violence infligée.

3.1 La terreur des insurgés

« Nous avons vu la famine tuer les gens, mais les exactions des Boko, on n'a pas vu pareil... Après ce que j'ai vu, ce n'est pas possible de faire pacifiquement la paix. Il faut absolument l'intervention de l'armée et les faire plier par la force. Pacifiquement, kaï ! Il faut seulement les combattre par le feu. Regarde la natte, ils la prennent, les volailles, ils les prennent, bref, ils prennent tout ce qu'ils trouvent, sans

⁴⁹ Antoine Lion et Pierre Maclouf, *L'insécurité sociale. Paupérisation et solidarité*, Paris, Éditions ouvrières, 1982.

⁵⁰ Ce concept est suggéré par George Mosse qui montre comment à l'issue de la Grande guerre, les sociétés européennes continuent de manifester des attitudes agressives bien qu'elles soient en temps de paix. C'est dans ce climat que des idéologies fascistes se construisent dans la période de l'entre-deux guerres (*De la grande guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, 1990).

pitié. Pour qu'il y ait la paix, il faut la puissance du feu. Leur faire peur concrètement » (propos d'un enquêté du Logone et Chari).

Pour décrire l'immensité des dégâts, un chef traditionnel aura cette formule :

« Regarde mon fils, tous ces villages que je m'en vais citer sont complètement vides (Kerawa, Andaba, Lede, Alaborno, Gra, Tamballam, Guerandiya et Kodougou) des gens » tués ou chassés par les insurgés.

« Au départ les gens-là attaquaient au Nigéria et venaient se camoufler au Cameroun. L'État a mal pris ça en charge. Ils venaient se camoufler au Cameroun avec les armes, on voyait bien comment ils entraient avec des armes. S'ils ont besoin de toi, ils viennent te chercher au Cameroun avec la moto. Au départ, c'était avec des motos dame [marque de moto], des silencieuses. On vient te chercher comme ça, là, sans bruit. (...) Mais il y a aussi des chrétiens qui ont rejoint le groupe. J'ai mon petit frère, de même père et même mère, qui a rejoint les Boko Haram. On l'a pris de force comme ça pour l'amener en brousse. Ça fait déjà entre sept ou huit mois, ils sont venus le chercher de force à la maison, moi je n'étais pas là. Nous sommes orphelins de père, c'est maman qui est là. Ce jour-là elle n'était pas là. Et je ne sais pas, ils ont leur truc pour donner aux gens. Il est allé en brousse, il est devenu rebelle puis il est revenu. Il a même dormi à la maison (...) Il était déjà devenu musulman, il a pris sa femme, comme elle était enceinte, ils n'ont rien pris à la maison. On a appelé la famille et la belle-famille pour venir récupérer les choses. Aujourd'hui, ils sont sans traces » (propos d'un enquêté d'Amchidé).

La brutalisation procède du fait d'actes terroristes qui se traduisent par des massacres inqualifiables. Les attaques de Boko Haram, matérialisées par des destructions et des tueries à grande échelle, s'accompagnent souvent d'enlèvements de jeunes et d'enfants. C'est aussi par les enrôlements forcés que s'organise l'engagement extrémiste. Le ressort de la cupidité est pourtant largement évoqué comme motivation – distribution de motos ou d'argent – par pratiquement tous les enquêtés qui soutiennent que les valeurs religieuses n'ont aucune place dans l'engagement extrémiste.

« Ces Boko Haram ne viennent pas prêcher la religion mais viennent plutôt pour nous dépouiller de nos biens, même s'ils disent que ce village est celui des animistes et que le Cameroun est un pays d'animistes » (propos des déplacés de Mozogo).

« Dans chaque famille, des bœufs ou moutons ou des personnes ont été enlevées ou tuées. Dans la zone de Balqué, on a tué des gens, on a laissé que des veuves. Dans certains villages, on retrouve seulement 7 personnes. Elles sont rescapées parce qu'elles étaient en voyage. Le mil a été détruit puisque dans la zone, on cultive beaucoup de mil. Dans un village, on a tué 50 personnes » (propos d'un ancien d'une ville très souvent frappée).

« Ici les Boko sont contre tout le monde, contre l'État, ils tuent, ils égorgent. Ils se cachent sous la bannière de l'islam. Ils nous ont arraché nos bœufs et ils égorgent abusivement les bêtes sans pouvoir consommer la viande » (propos d'un enquêté de Kolofata).

Pour les enquêtés, les groupes jihadistes sont essentiellement des « bandits » (39,5 %) et plus accessoirement des « illuminés fanatiques » (18,4 %) et des « désespérés » (10,5 %). Les autres catégories des « résistants » ou des « sauveurs » ne sont quasiment pas retenues par les enquêtés

pour qualifier les jihadistes (respectivement 2,6 % et 0 %). Il faut également noter que 26,3 % des enquêtés n'ont souhaité donner leur avis. C'est par cette motivation économique que l'endoctrinement est accéléré, et les jeunes enrôlés parfois de force souvent envoyés en première ligne lors des opérations mais aussi utilisés comme bombes humaines⁵¹.

Le registre magique est parfois invoqué par beaucoup d'enquêtés dans le recrutement :

« C'est comme si les gens de BH⁵² là sont venus avec leurs remèdes, hein. Quelque chose comme de la poudre, quand on vient comme ça, on te verse la poudre, là, tu aspiras seulement et ça va. Et ils ont même le diboun (dattes), ils avaient ça et même si tu es chrétien tu es déjà BH. Un jour on a pris un BH, on l'a fauché il a dit la vérité. Il dit qu'ils ramassent la salive des cadavres, ils la mettent dans un fût, ils l'accumulent, ils mélangent avec leur truc. Quand on te donne ça, ta tête, là, est toujours dehors » (propos d'un enquêté).

Décapitations rituelles, découpage de langues, manducation de dattes trempées dans le sang humain des personnes égorgées, et consommation de sang humain dans des Calebasses sont autant d'actes relevés dans les vidéos de propagande. La croyance que l'extrémisme violent ne peut que relever de la magie est très forte :

« Je ne sais pas. Peut-être qu'on leur a donné le Coran ou des fétiches pour qu'ils ne puissent plus sortir... Les gens disent que le Dibouna (les dattes), là, on a écrit quelque chose dessus, certaines disent qu'on a mélangé avec du sang des hommes, et quand tu manges ça, là, même si on te coupe la tête, tu ne peux pas retourner derrière. C'est ça qu'on leur donne » (propos d'un Chef traditionnel).

« Ils ont aussi leurs dattes, là, si tu manges ça, c'est fini. On a déjà changé ton cerveau. Depuis ça on ne mange plus des dattes à Kousseri, surtout les gars qui viennent du Nigéria, là, personne ne mange leurs dattes... Ils les mettent dans l'eau. Ils disent qu'il y a un fût, ils mélangent tout ça dans un fût, laissent faire deux ou trois jours après ça, ils les sèchent, tu vas savoir comment ? » (propos d'un conducteur de mototaxi de Kousséri).

Une loi d'exception

« Est puni de la peine de mort, celui qui, à titre personnel, en complicité ou en co-action, commet tout acte ou menace d'acte susceptible de causer la mort, de mettre en danger l'intégrité physique, d'occasionner des dommages corporels ou matériels, des dommages aux ressources naturelles, à l'environnement ou au patrimoine culturel dans l'intention de :

- a) D'intimider la population de provoquer une situation de terreur ou de contraindre la victime, le gouvernement et/ou une organisation, nationale ou internationale, à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque, à adopter ou à renoncer à une position particulière ou à agir selon certains principes.
- b) De perturber le fonctionnement normal des services publics, la prestation de services essentiels aux populations ou de créer une situation de crise au sein des populations.
- c) De créer une insurrection générale dans le pays ».

C'est en raison de cette loi qu'il n'a pas été possible, dans le cadre de cette étude, de s'entretenir avec des sympathisants de la cause de Boko Haram. Leur parler entraîne l'obligation de les dénoncer sous peine d'être jugé pour complicité. Au-delà des chercheurs, ce risque s'applique notamment également aux journalistes.

Loi n° 2014/028 du 23 décembre 2014, article 2 (1).

⁵¹ Les plus récents enlèvements ont été faits à Tchakarmani où 135 personnes ont été forcées de suivre les terroristes, dont une grande majorité d'enfants.

⁵² Abréviation par laquelle les militaires et une frange de la population désignent les insurgés de Boko Haram.

3.2 Réponse étatique, climat d'exception

« *La guerre, c'est la guerre et face au niveau de sophistication logistique de Boko Haram qui est très élevé, nous on ne peut pas agir de manière classique* » (propos d'un officier supérieur, présent sur le théâtre des opérations).

La force de la réponse étatique est d'abord construite sur les fondations d'un régime d'exception et, par moment, le monopole de la violence physique légitime devient un vecteur d'exploitation induite des communautés locales. La guerre contre le terrorisme crée donc un climat d'exception dont l'une des manifestations les plus explicites est l'adoption d'une loi antiterroriste fort controversée. Cette loi a suscité l'ire des partis d'opposition et des organisations de la société civile qui voient en elle un outil de musellement de la contestation avec la menace de peine de mort planant sur la tête des leaders des mobilisations protestataires. Maurice Kamto, responsable de parti politique, estime que le texte « assimile en définitive les populations camerounaises qui manifesteraient leur mécontentement à des terroristes »⁵³. Une mise au point du Président Paul Biya à l'occasion de ses vœux le 31 décembre 2014 a été faite : « Il ne s'agit aucunement, comme l'ont prétendu certains esprits mal intentionnés, d'en prendre prétexte pour restreindre les libertés publiques. D'ailleurs, le texte est parfaitement clair à cet égard ». Cependant, beaucoup d'enquêtés ne pensent pas que la dureté de cette loi soit contestable : « *ces gens-là ne méritent pas de vivre* » entend-on. Les attentats kamikazes ont conforté beaucoup dans la légitimité d'un régime d'exception et les nombreuses critiques formulées à l'encontre de la loi sont aujourd'hui inaudibles.

Les enquêtés ont pourtant largement souligné la brutalité d'État dans la caractérisation de la violence dont ils sont victimes.

« *Vraiment depuis la fermeture des frontières, là, le travail n'est plus comme avant. Maintenant même si tu transportes une marchandise, on te soupçonne d'aller ravitailler Boko Haram... Les policiers, nos policiers, même si tu as un sac de mil, t'arrêtent. Oui, il y a un blocus, même apporter du mil à ta famille, c'est impossible. Et depuis, avec l'histoire de Boko Haram, là, on ne peut plus travailler. Des rafles sont organisées dans la ville, pas pour identifier les gens, mais pour leur profit. Ils [les policiers] entrent dans une maison, si tu as deux motos, tu dois payer. Tu leur donnes quelque chose. On demande la facture. Nous ne sommes plus en sécurité. La rafle, c'est pour identifier les gens, mais pour les policiers, c'est pour se faire de l'argent* ». Et lorsque l'on est interpellé pendant le couvre-feu qui prévaut et qui vise l'interdiction faite aux motos de circuler à partir de 20h : « *on leur donne 2000 FCFA, ils laissent la moto. C'est pour la « poche ». Normalement on prend uniquement les motos, mais il y a des plaintes des piétons. Les policiers arnaquent souvent les piétons pour la carte nationale d'identité, ils sont obligés de payer 3000 FCFA sinon on les amène en cellule* ». Il ajoutera, pessimiste : « *ça ne va jamais cesser. Ils sont déjà habitués avec. Maintenant, là, si on vient on ne trouve pas un Boko Haram. Ils trouvent ta moto, ils demandent, c'est la moto de qui ? Ils te disent, « finis » avec nous. Et tu « finis », ils partent, même s'ils n'ont pas trouvé quelqu'un* » (propos d'un conducteur de moto-taxi de Kousséri).

⁵³ Voir Mathieu Olivier, « Cameroun : Paul Biya accusé d'instrumentaliser une loi antiterroriste à des fins politiques », *Jeune Afrique*, 16 janvier 2015.

MILITAIRES MIS A L'INDEX :
DERNIERES NOUVELLES DE L'EXTRÊME-NORD

A l'automne 2015, la presse camerounaise faisait état quotidiennement d'une dégradation croissante des relations entre les autorités publiques et militaires ainsi qu'entre l'armée et les populations de l'Extrême-Nord.

Tout d'abord, le comportement des militaires est maintenant ouvertement dénoncé par les civils. En septembre dernier, les commerçants de la ville de Mokolo (département du Mayo Tsanaga) ont organisé une manifestation pour protester contre les braquages dont ils font l'objet de la part de soldats. Ainsi peut-on lire dans *L'Œil du Sahel* du 14 septembre 2015 : « C'est que, dès 6 h du matin, la sous-préfecture de l'arrondissement a, ce vendredi, été prise d'assaut par nombre de commerçants venus exprimer leur colère vis-à-vis des hommes en tenue. Aussi, après s'être rassemblés, ils sont partis du rond-point du marché central pour la sous-préfecture. Ici, ils ne passeront pas par quatre chemins pour accuser les militaires d'être à l'origine de la série de braquages perpétrés ces derniers jours dans la ville de Mokolo ». Le journal publie en outre le témoignage d'un commerçant : « Ils étaient à quatre à bord d'un véhicule 4x4. Ils avaient des armes et des machettes en mains. Dans la panique, je n'ai pu dire mot. Mais j'ai reconnu un d'entre eux puisqu'un jour, il était passé dans ma boutique. Je pensais au départ qu'il s'agissait d'une fouille générale organisée par l'armée, mais dès leur entrée, ils m'ont réclamé de l'argent en me brutalisant ». Face au mécontentement croissant, les autorités préfectorales envisagent d'interdire dorénavant l'entrée en ville de militaires porteurs d'armes.

Le mécontentement que provoque l'attitude des militaires dans l'Extrême-Nord s'est également traduit par une confrontation violente entre civils et militaires à Maga. Dans la nuit du 21 au 22 octobre 2015, une base militaire a été attaquée et incendiée par une foule en colère, excédée par les politiques sécuritaires restreignant le déplacement des civils. Des explosions ont eu lieu dans les bâtiments du Bataillon d'intervention rapide (BIR). Selon le témoignage d'un policier : « Heureusement, au moment où les populations sont arrivées au camp, les militaires avaient déjà vidé les lieux. Sinon il y aurait eu de nombreux morts ». A l'origine de cette attaque contre une base militaire, un contrôle de deux motocyclistes qui s'est terminé par des tirs ayant tué un jeune de 33 ans et blessé le second conducteur.

De plus, il apparaît que les autorités préfectorales critiquent de plus en plus ouvertement les pratiques sécuritaires des militaires stationnés dans la région de l'Extrême-Nord. Ainsi, le préfet du Mayo Sava, Akaou Babila, a adressé le 12 octobre 2015 un message aux sous-préfets de Mora, Kolofata, Amchide dans lequel il constate que le Bataillon d'intervention rapide « rame à contre-courant des mesures sécuritaires prescrites par les autorités administratives tant au niveau régional que, départemental, et dénote d'une complicité à des fins inavouées ». Ces propos et d'autres critiques s'étalent désormais dans la presse et démontrent que la lutte contre Boko Haram provoque maintenant un clivage entre les autorités civiles et militaires.

Sources : B atrice Kazé « Passe d'armes entre le Bir et les autorités administratives dans le Mayo Sava (Extrême-Nord) » *Cameroon-Info.Net*, 20 octobre 2015 ; Jean Areguema, « Cameroun – Vandalisme : Les populations de Maga s'attaquent aux installations militaires », *CAMERPOST*, 28 octobre 2015 ; Jean-Marie Nkoussa, « Cameroun - Sécurité: Des militaires accusés de braquage à Mokolo dans l'Extrême-Nord », *Cameroon-Info.Net*, 14 septembre 2015.

arrêté 47 personnes. A Maroua on ne sait pas où ils se trouvent actuellement. On sait par contre que l'un d'entre eux est décédé »⁵⁴.

« Ils arrivent au niveau du marché, ils collectent de l'argent, et si tu ne donnes pas, là... Ils collectent les 100 francs, parfois 500 francs... Vous n'avez plus de pouvoir ici. Ils disent que si on ne collecte pas les 100 francs, on va manger avec quoi ? On boit avec quoi ? » (propos d'un jeune de Koza).

« Certains militaires de la marine nationale arnaquent les populations de Makary en leur demandant de présenter leurs fiches d'impôt libérateur ou même leur carte nationale d'identité. Lorsque les personnes interpellées ne possèdent pas les documents exigés, ils leur demandent de payer pour qu'elles puissent retourner chez elles » (entretien avec un groupe de jeunes de Makary).

Les enquêtés désignent souvent comme responsable, la police :

« Notre problème actuellement, là, c'est la police. Chaque jour que Dieu a créé, elle organise des rafles » (propos d'un responsable d'un syndicat de moto taxi).

En outre, des exécutions extrajudiciaires ont été rapportées par des enquêtés, qui évoquent notamment le cas de Doublé.

« Je ne sais pas, mais j'ai suivi que des militaires sont descendus à Doublé, ils ont rassemblé tout le monde. Ils ont pris entre Doublé et Magdémé environ 240 personnes. On les a ramenés à Maroua, mais avant, ils sont arrivés au 42ème Bim (Bataillon d'infanterie motorisé) où ils ont sélectionné certains qu'ils ont remis en liberté, surtout les petits enfants. Ils ont amené les autres à Maroua. Avant cela aussi on avait

⁵⁴ En l'absence de statistiques précises sur le nombre de procédures judiciaires, il est difficile d'aller plus en avant.



Les membres présumés de la secte sont victimes de la rage des soldats qui « *vengent leur collègues* » (propos d'un militaire). Ceci rend difficile la déradicalisation puisque les adeptes de la secte sont conscients que l'issue de leur engagement est le martyr ou la mort de l'adversaire.

Cette réponse forte est justifiée par les autorités et il y a nécessairement un effet de dissémination dans l'ensemble du pays d'où sont appelés les soldats et où ils retournent après leur service.

Des soldats en campagnes

Source : Auteurs, 2015.

La « sale guerre » algérienne des années 1990 constitue un exemple saisissant où les communautés se sentent prises en étau au milieu de deux mécaniques de violence (étatique et jihadiste) tandis que l'armée est célébrée. Devenue le quotidien de ces communautés, à la violence aveugle des terroristes, répond celle de l'État. À côté des corps d'insurgés abattus rassemblés et exposés au vu de tous, de la mise à contribution des communautés pour les enterrements, la « brutalité d'État » se traduit, pour les enquêtés, par le poids des abus ordinaires (extorsion, racket, viol, accaparement illicite des biens des individus) sur fond de « *vous financez le terrorisme !* » ou « *vous allez ravitailler l'ennemi avec ce sac de riz* » qui est aussitôt confisqué.

Pour beaucoup d'enquêtés, et lors de l'entretien de groupe, le dispositif sécuritaire actuel peut lui-même être un facteur de radicalisation. De plus, il a été observé que des pans importants du territoire dans les zones de fréquentes incursions de la secte islamiste ne faisaient pas l'objet de patrouilles, en particulier la nuit (moment privilégié d'attaque des villages dont le nombre s'est démultiplié – plus de 120 attaques en six mois – dès la deuxième moitié de l'année 2014). Ceci s'est accentué avec le recours à des mines anti-personnelles qui ont causé un grand dommage à l'armée camerounaise.

Une héroïsation du soldat

La brutalité d'État va de pair avec une héroïsation du soldat et la légitimation de la terreur.

« Depuis que les militaires sont déployés, la paix et la tranquillité sont revenues. Actuellement, les motos ont recommencé à circuler ici à Makary alors que, lorsque la menace était à l'extrême, la circulation des motos était interdite. C'est pour cette raison que nous adorons les forces de sécurité et de défense » (propos issu d'un entretien de groupe avec des personnes âgées de Makary).

Dans la même ferveur, un chef traditionnel soutient :

« S'il n'y a pas l'armée, les Boko seraient arrivés à Ngaoundéré (lisière sud de la partie septentrionale du pays) ».

Cette célébration du soldat, celui qui verse son sang pour la patrie, et cette sacralisation de son sacrifice s'expriment dans les discours et les commémorations. Devenus des héros populaires, les soldats sont régulièrement couverts de médailles de bravoure, félicités par toute la classe politique, soutenus par toutes sortes de quêtes⁵⁵, salués par les populations.

⁵⁵ La dernière opération de solidarité a donné lieu à une mobilisation de plus de 600 millions FCFA dans le cadre d'appels au don, essentiellement lancés pas les élites.

« Il n'y a pas de problème du côté de l'armée. Ces militaires aident les gens. Ils ont même un hôpital pour soigner les malades. Ceux qui sont restés là-bas se sentent à l'aise » (témoignage d'un chef traditionnel nigérian déplacé).

La valorisation de l'armée s'accompagne d'une demande sociale de terreur comme le révèlent ces propos d'un responsable chrétien d'une organisation caritative relatifs à des soldats de l'armée tchadienne :

« Ce sont des gars qui ne blaguent pas, hein [...] Si les Tchadiens ne venaient pas là, Boko Haram serait déjà à Kousseri. Ils tuent franchement les gens, là ».

Il faut relever que 65,8 % des enquêtés jugent la présence de l'armée rassurante, 10,5 % inquiétante et 23,7 % des enquêtés n'ont pas répondu à cette question.

Montée périlleuse des tensions religieuses à travers la réponse armée à Boko Haram

La composition sociologique des troupes sur le théâtre des opérations recouvre une tension interconfessionnelle : souvent originaires du sud du pays essentiellement chrétien, les soldats exécuteurs sont perçus comme des « tueurs de musulmans ». La constitution des comités de vigilance – les « gars du bâton » – en est une autre expression. Ce sont souvent des kirdi ou des chrétiens. Cette tension entre chrétiens et musulmans se traduit aussi dans une forme diffuse d'acceptation de la radicalisation lorsqu'elle est uniquement orientée contre les chrétiens :

« Non, ce n'est plus une affaire de chrétiens ; au départ, lorsque c'était une affaire de chrétiens, tout le monde était d'accord avec eux. Ils brûlaient des églises, tuaient ceux qui buvaient de l'alcool. Mais maintenant, ils sont des ennemis de la religion musulmane. Ils attaquent même à l'heure des prières. Leurs cibles, ce sont des mosquées » (propos d'un ancien maire).

« Au début de leurs actions, ils se disaient qu'ils allaient combattre uniquement les chrétiens. Mais depuis lors, ils ne s'attaquent plus seulement aux chrétiens, mais massacrent même les musulmans... Actuellement, Boko Haram a plongé de nombreuses familles dans la douleur et la tristesse. Ils ont frappé tout le monde, toutes les couches sociales, toutes les religions, toutes les ethnies, sans distinction de sexe ou d'âge » (propos d'un groupe de personnes âgées de Makary).

Le sentiment d'abandon a amené certaines communautés à transiger (à leur propre péril) avec les insurgés ou à organiser la défense populaire :

« Nous, on était toujours là à Amchidé, on a constaté que l'État n'avait pas pris ses dispositions. Les BH avançaient, maintenant ils viennent ici, nous on quitte (...) L'État n'a rien fait, cela m'a trop marqué, mais on est rien et on ne peut rien. Pour les militaires du BIR [Bataillon d'intervention rapide], on a seulement constaté le matin une colonne du delta qui entrait dans le camp (...) c'est Dieu qui nous protégeait, moi j'ai été victime de plusieurs attaques. On a créé le comité de vigilance une fois qu'on les avait déjà chassés » (propos d'un enquêté).

A Mora par exemple, le comité de vigilance a des agents présents :

« Dans les mosquées, dans les gares routières, dans les églises, dans les marchés, dans les quartiers, partout... où tout étranger est suspect. Il y a des agents de

renseignement qui n'arborent pas la tenue » (propos d'un responsable d'une station de radio de Mora).

Rétribués par l'armée (de manière pratique en cartes de crédit, aliments voire argent et symbolique), ils sont devenus des auxiliaires très exposés⁵⁶ et de plus en plus frustrés.

« Ils nous avaient promis qu'on allait être des agents secrets militaires » ; « Nous, ils nous ont exploités, ils nous envoient toujours du côté où ça tire. On n'a jamais eu d'armes » (propos d'enquêtés).

Des témoignages de la présence d'anciens repris de justice et de bandits de grands chemins dans les comités de vigilance ont été recueillis. Ils sont parfois devenus, au grand dam des communautés, des nouveaux faiseurs de loi. Les tensions interconfessionnelles croissantes se ressentent également dans ces comités, souvent issus de communautés de confession chrétienne et refusant de prendre des musulmans (et surtout des Kanuris) dans leurs équipes, comme nous le reconnaît un président d'un comité de vigilance.

⁵⁶ Les risques proviennent tant des insurgés qui s'en prennent systématiquement aux présumés traîtres et dénonciateurs, que des forces militaires, notamment tchadiennes qui s'en sont pris à beaucoup.

RÔLES DES FEMMES ET DES JEUNES

Ce qu'il faut retenir :

- Les jeunes et les femmes constituent des cadets sociaux par excellence.
- Beaucoup de jeunes, en situation de détresse sociale et d'humiliation, se sont laissé enrôler et la communauté ne laisse pas entrevoir de porte de sortie pour eux.
- Les femmes quant à elles sont à la fois objets de rétribution de l'engagement extrémiste, victimes et productrices de violence.

Qualifiés de « cadets sociaux » par Jean-François Bayart⁵⁷ (par opposition aux « aînés sociaux » dont la domination repose sur l'âge ou la possession de ressources sociales et/ou matérielles), les femmes et les jeunes se situent dans un rapport de subordination sociale. Cette subordination contraint tant leur mobilité sociale que leur accès aux biens de pouvoir. Les sociétés sont exemplaires de ces critères de hiérarchisation sociale en raison de leur forte inclinaison patriarcale même si, ces dernières années, on note des évolutions. La configuration sécuritaire actuelle amène-t-elle à une redistribution des cartes ? L'enquête révèle une donne paradoxale, faite de relégation et de promotion concomitante de la femme ainsi que d'une construction revancharde des jeunes.

1. Mobilisation des jeunes ou la revanche des humiliés

Si la jeunesse est au cœur de l'extrémisme violent, c'est en raison de ressorts spécifiques qu'il convient d'examiner. Selon les enquêtés, les principales sources d'insécurité sont la précarité et la pauvreté (34,2 %) ainsi que la jeunesse marginalisée (31,6 %).

Misère rurale, exclusion et revanche sociale

« Ils sont dans la tranche de 17 à 20 ans », décrivent des enquêtés témoins de leurs attaques à Kolofata. Des jeunes de Makary l'expliquent par la pauvreté et l'analphabétisme :

« A notre avis, les éléments responsables de la création de Boko Haram sont la pauvreté et l'analphabétisme. La plupart des membres de Boko Haram sont des analphabètes et des gens qui n'ont plus d'avenir. Parce qu'une personne instruite ne peut pas suivre ces gens-là ».

Cette analyse est corroborée par un enquêté de Magdémé :

« Les jeunes n'ont pas d'argent. La vie était devenue difficile ici. Les jeunes n'arrivaient plus à vivre. Certains avaient des enfants, soit quatre soit plus, et rien pour les nourrir. Les plus faibles sont allés regagner ce mouvement. C'est ça qui a fait entrer tous les jeunes dedans ».

Les facteurs socioéconomiques et la dimension territoriale de la misère rurale permettent d'apprécier les déterminants des perceptions chez les populations qui font l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion⁵⁸. Alors qu'il est courant qu'elles les dissimulent, comme l'a montré

⁵⁷ Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

⁵⁸ Alexandre Pagès, *La pauvreté en milieu rural*. Thèse de doctorat en sociologie, Paris, Université Paris V, 2000.

Richard Hoggart, les enquêtés parlent sans difficulté de la misère ambiante⁵⁹. Ils sont pauvres car, de façon permanente ou temporaire et au sens de Mollat « dans une situation de faiblesse, de dépendance, d'humiliation, caractérisée par la privation de moyens, variables selon les époques et les sociétés, de puissance et de considération sociale : argent, relations, influence, pouvoir, science, qualification technique, capacité intellectuelle, liberté et dignité personnelle »⁶⁰. Cette condition qui suscite rage ou haine tient de l'humiliation ressentie mais non comprise par la communauté qui persiste à invoquer le registre de la pathologie pour expliquer l'extrémisme violent.

« *Les gens de Boko Haram, là, ne sont pas comme nous, ce sont des fous* » (propos d'un enquêté représentatif de beaucoup d'autres).

Myriam Benraad soutient que « humiliation et revanche se sont longtemps trouvées liées au terrorisme, le facteur psychologique fondant bien souvent le recours à la terreur en précédant la lutte politique en tant que telle. Le jihad, très tôt justifié au nom d'une revanche des musulmans contre les interférences et l'oppression d'un Occident judéo-chrétien impérialiste et diabolisé, est donc aussi la manifestation d'émotions, au-delà de ses soubassements plus politiques et des préjugés culturalistes usuels concernant une supposée «prédisposition» de l'islam ou encore de la culture arabe à la violence »⁶¹. Les incitations matérielles et matrimoniales permettent d'expliquer l'enrôlement de beaucoup de jeunes.

« *Puisque quand les gens, là, viennent vous trouver comme ça, ils peuvent vous donner 30 naira comme ça chacun, et ils ne vous disent pas pourquoi. Et les BH ont un système, que ce que tu aimes, là, c'est ce qu'ils vont te faire. Si tu aimes une moto, on va t'acheter une moto. Si tu as besoin d'une femme, on va te donner une femme. Il te trouve une femme avec force, non, leur mariage, là, n'est pas compliqué. On a séduit nos gars qui ne faisaient rien avec l'argent. Imagines, tu es là, l'argent que tu n'avais jamais imaginé avoir, quelqu'un vient te le donner* » (propos d'un enquêté jeune).

A Makary également, un groupe de jeunes le confirme, tout en expliquant que cela n'est plus toujours suffisant :

« *Nous apprenons juste qu'ils proposaient des femmes et de l'argent aux jeunes. Au fil du temps, ils se sont rendu compte que cette méthode ne leur permettait plus de recruter de nombreux membres, raison pour laquelle ils procèdent déjà à des recrutements forcés de jeunes. Ils font également croire aux jeunes déjà recrutés qu'ils iront directement au paradis s'ils parviennent à égorger le plus grand nombre de personnes. E les primes varient en fonction de la méthode qu'on utilise pour tuer sa victime. Elle est plus élevée quand celle-ci est égorgée* ».

Or l'incitation est signifiante dans un contexte de grande précarité économique et de domination des jeunes. Revenir frapper les territoires d'humiliation sociale ainsi que les figures de la domination (l'imam, les notables, les riches ou les « bourgeois ») est une démarche logique pour le jihadiste de Boko Haram. C'est ce qui est apparu dans le cadre de la prise d'otage de Kolofata en juillet 2014, où les maisons semblent avoir été rigoureusement sélectionnées⁶². Le lamido et maire de la ville Seini Boukar Lamine, sa famille ainsi qu'Agnès Françoise Ali, épouse du vice-Premier ministre chargé des

⁵⁹ Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.

⁶⁰ Michel Mollat, *La pauvreté au Moyen Âge. Étude sociale*. Paris, Hachette, 1977.

⁶¹ Elle le soutient au lendemain des attentats du 7 janvier 2015 contre *Charlie Hebdo* et de l'assaut meurtrier contre la supérette Hyper Cacher du 9 janvier à la Porte de Vincennes à Paris (*Libération*, 22 janvier 2015).

⁶² Entretiens effectués avec un ex-otage.

relations avec le Parlement sont ainsi enlevés. Du reste, les assassinats ciblés de chefs traditionnels et d'autorités religieuses par la secte islamiste étaient déjà courants. Des enquêtés reviendront beaucoup sur le rôle des petits enfants mendiants dans le ciblage des attaques.

« *Les enfants de Fotokol sont dedans, c'est eux qui montrent les maisons [éclaireurs]*
» (propos d'une élite de la ville).

Jihad et criminalité

La radicalisation se construit aussi dans les milieux criminels, comme l'a montré Tahir Abbas⁶³ dans le cas européen. Dans un contexte de développement structurel du banditisme rural et une économie transfrontalière de contrebande, la secte islamiste a drainé un nombre important de malfrats qui trouvent dans le mouvement une solution à leurs griefs. L'extrémisme violent constitue pour eux une opportunité de mercenariat idéologique ou religieux en tant que main-d'œuvre locale d'information (guide pour localiser les cibles des attaques) ou soutien logistique pour le ravitaillement en carburant et en vivres. Cette démarche peut se conclure par un engagement plus radical qui entraîne le départ de sa communauté. Pour tous ces humiliés ou ces anciens criminels, le jihad confère une identité, une respectabilité nouvelle et offre une aubaine de restaurer la justice dans un contexte de crise de reproduction sociale des communautés. Y voyant une cause révolutionnaire pour la justice sociale et divine, des jihadistes soutiennent :

« *Dieu est bon, il nous a enlevé notre assiette [de mendiant] de la main et nous a donné une kalachnikov, nous pouvons dormir dans les maisons des bourgeois* » (propos d'un ex-otage de la secte islamiste ayant vécu pendant deux mois et demi au contact de ses adeptes).

Quelle porte de sortie ?

Ceci complique également les enjeux de la contre-radicalisation (plus englobante que la notion de déradicalisation) en faveur du désengagement des sympathisants notamment. Il apparaît difficile pour la société de convaincre l'individu investi dans une trajectoire radicale et dans des actes extrêmes d'abandonner ses activités voire son idéologie. Ceci interroge sur la possibilité et les ressources du pardon dans les communautés les plus exposées à la violence. Peut-on revenir d'une expérience extrémiste ? Pour les enquêtés, la réponse négative est évidente car ils considèrent que l'issue d'un engagement extrémiste est la mort physique et/ou sociale.

« *Nous ne sommes pas prêts à les reprendre, ils ne sont plus comme nous* », (propos d'un enquêté sur lequel il insistera).

Cette position est corroborée par une autorité religieuse islamique de la ville de Maroua :

« *Il n'y a pas de pardon pour des gens qui font ça* ».

Beaucoup d'enquêtés (42,1 %) considèrent que les insurgés doivent être jugés par la justice moderne (et non la justice coutumière, 13,2 %). Si la loi anti-terroriste rend impensable la confession de sa radicalisation, la dé-radicalisation n'est pas dans l'ordre du possible, à moins que les familles et les communautés acceptent de prendre en charge les individus radicalisés. Or, des parricides et des

⁶³ Tahir Abbas (Ed), *Islamic political radicalism: a European perspective*, Edinburg, Edinburgh University Press, 2007; Carolin Goerzig & Khaled Al-Hashimi, *Radicalization in Western Europe: integration, public discourse, and loss of identity among Muslim communities*, London, Routledge, 2015.

crimes fratricides ont été souvent signalés dans les communautés du fait de jeunes enrôlés : la famille regarde l'adepte de Boko Haram comme une grave menace à sa survie. La déradicalisation, qui vise à faire renoncer au passage à l'acte ou aux idées extrêmes et qui ciblerait ces jeunes, n'est pas pratiquée tant à l'échelle étatique que des communautés

2. Femme et insécurité : le paradoxe de la présence-absence

« Le problème de l'insécurité nous a causé beaucoup de problèmes ; les Boko Haram sont venus chez nous, ils ont tué mon mari, ils ont pris tous nos moutons, nos chèvres et nos bœufs, ils ont arraché tous nos biens (...) Les Boko Haram sont venus nombreux et ils avaient pour objectif de tuer les pères des familles afin de s'emparer de leurs biens (bétail). Ils tuent ensuite tous les chrétiens et païens, partent du côté du Nigeria avec les biens, les petits enfants de sexe masculin et avec les grandes filles. Après avoir tué le mari, ils laissent son cadavre à la femme, ils ne tuent pas quand même les femmes » (propos d'une femme déplacée, rencontré à Koza).

« Je suis arrivé ici ça fait déjà un an. Parce que j'étais avec les enfants, à chaque endroit où j'arrivais je dormais en route sous les arbres, j'avais 8 enfants. La scène que j'ai vécue est la suivante : les Boko Haram sont venus aux alentours de 17h prendre mon mari parce qu'il travaillait chez le chef de Bama, il était notable à la cour du lamidat... moi j'étais à la maison en train de recevoir les condoléances des voisins quand ils ont su qu'on a arrêté mon mari. Trois voitures se présentent alors devant notre maison et mon mari était dans l'une des voitures. Ils l'ont fait sortir de la voiture, l'ont fait coucher et ils m'ont demandé de venir me coucher sur mon mari. Comme j'avais un enfant derrière le dos, je leur ai demandé si je pouvais le déposer, ils m'ont demandé de déposer l'enfant et puis de venir me coucher sur mon mari. Et après ils m'ont demandé de me relever, et après ils l'ont éliminé devant moi et mes enfants dans notre maison à Bama... Et c'est de là que j'ai pris tous mes 8 enfants et j'ai commencé à marcher jusqu'à arriver à Koza avec mes 8 enfants, dont 5 garçons et 3 filles. Le plus grand a 13 ans et le benjamin a 3 ans (...) et en plus je n'étais pas seule, nous étions nombreuses qui avons perdu nos maris ».

Elle attribue la mort de son mari au fait qu'il n'était pas musulman et était un proche du chef. Dans ce sens, beaucoup de notables traditionnels seront aussi assassinés, notamment le frère de son époux. Une autre déplacée de Koza a une histoire très proche. Les adeptes de Boko Haram ont tué son époux et emporté leur bétail.

« Vous aurez des femmes, de l'argent et des motos ! »

L'Extrême Nord enregistre la proportion nationale la plus élevée de femmes pauvres, soit près de 60%. Paradoxalement, les acteurs de l'extrémisme violent, tout en conférant aux femmes une grande valeur transactionnelle dans la rétribution de l'enrôlement, la conçoit comme objet. Bien interchangeable, elle peut aussi échapper à la violence du fait de sa féminité. A Koza, affirment des enquêtés, « les femmes se lèvent à 2h du matin pour puiser de l'eau et rentrent à 5h », la raison en est que sortir nuitamment est plus risqué pour les hommes. La féminité est la cause ultime de l'aliénation car « ils tuent les enfants et ils s'emparent des femmes pour en faire leurs épouses », dénonce le chef de Katikimé. C'est aussi un instrument de protection pour certains enquêtés :

« Non, ils ne veulent pas des femmes. Ils les prenaient juste pour les marier à un célibataire. Mais si elles sont déjà mariées, on ne les prend pas » ou encore « Ils tuent les maris et laissent les femmes ».

Un chef nigérian réfugié au Cameroun corrobore ces témoignages en indiquant qu'à Kerawa ou Banki, les insurgés n'ont pas tué de femmes mais les enlèvent pour en faire leurs épouses.

« C'est pour ça qu'ils ne veulent pas les tuer. Actuellement vers leur camp à Sambisa, l'armée est allée récupérer près de 6000 femmes qui sont actuellement au Nigéria. Si tu as une famille, tu vas voir si ta femme est là, tu l'amènes à l'hôpital. Mais il semble que les 200 lycéennes, là, sont encore en captivité. Chez nous, ils [les gens] n'ont pas attendu que les Boko Haram viennent les trouver sur place, dès que l'armée a fui, nous aussi on a fui avec nos femmes, le même soir ».

Les camps de réfugiés et déplacés sont majoritairement constitués de femmes selon les statistiques des organisations humanitaires.

« Les jeunes filles sont là. Vous allez voir dehors, là, la majorité des réfugiés sont des femmes et des jeunes filles. Ce sont des veuves dont les maris ont été tués. Il y a quelques hommes qui ont pu s'échapper » (propos du coordonnateur de CODAS Caritas).

La responsable d'une association de femmes musulmanes précise que les femmes sont le plus souvent épargnées lors des attaques. La défense de la bonne moralité et de la décence se joue essentiellement sur le contrôle des corps féminins⁶⁴. L'un des dispositifs en est le voile que les deux enseignantes légitiment en ces termes :

« C'est bien pour une femme. En islam, si nous devons faire les choses dans les normes, pour parler avec nous comme maintenant, il faudrait un hijab [protection, voile] entre vous et nous : « Et si tu as quelque chose à demander, que ce soit derrière un voile » [L'enquêtée cite ici un verset qui régleme les interactions entre hommes et femmes]. Le voile en islam est bon. Mais il ne doit pas être utilisé pour faire de mauvaises choses : voler par exemple. Certaines personnes le portent pour aller voler avec. Ou encore certains hommes le portent pour s'introduire chez des femmes... comme si c'était une femme qui venait ».

Source de *fitna* (désordre en arabe), ce corps se doit d'être tenu fermement. En ce sens, la présence féminine est liée aussi à cet indice de radicalisation qui, pour certains enquêtés, se rapporte au port du voile. Enlèvement, viol, vente, mariage de force, telle est la condition féminine pour les insurgés de la secte islamiste. Cette relégation de la femme s'inscrit dans une structure sociale patriarcale et peu favorable à l'éducation des filles malgré une politique publique très incitative.

« Nous avons trouvé que notre société est restée fermée sur les dogmes de la tradition. On n'envoie pas la fille à l'école, seul le garçon a droit à l'école et la fille, quant à elle, sa place est à la maison » (propos d'un responsable d'une radio communautaire).

Mais les femmes sont aussi présentes sur le terrain de la production de la violence dans la mesure où elles contribuent de manière multiforme à l'effort de guerre. Il peut s'agir du soutien logistique à travers le ravitaillement : c'est ainsi qu'une femme a été arrêtée en juin 2015 à Mora alors qu'elle

⁶⁴ Mansour Fahmy, *La condition de la femme dans l'islam*, Paris, Allia, 1990.

tentait d'acheter 50 litres de carburant. Les autorités militaires ont considéré qu'il s'agissait d'un acte suspect). Il peut également s'agir d'être combattante durant des attaques. Dans le cadre de quatre attentats kamikazes à Maroua et Fotokol, il est désormais établi que ce sont des femmes qui se sont fait exploser. Ceci a conduit à une renégociation du rapport au voile dans les communautés.

« Nous ne voulons pas qu'une femme vienne dans notre école ainsi [voilé complètement]... nous avons peur. Si elle vient, il faut que le visage soit découvert, pas entièrement couvert. Il faut qu'on puisse voir ses yeux. Autrefois, le fait qu'une femme se voile entièrement ne nous dérangeait pas » (propos d'une enseignante d'une école coranique).

QUE FAIRE ?

L'impossible contre-radicalisation ?

« Trouver la réconciliation avec qui ? Non ! La réconciliation, là, on ne peut faire ça juste qu'avec des rebelles. On ne peut pas négocier avec eux. Ils tuent des hommes, égorgent. Non, on ne peut pas négocier avec eux. Je vous repose votre question, on peut négocier comment avec eux ? (...) C'est impossible, on ne peut plus les accepter ; Même Dieu va les traquer » (propos d'une autorité traditionnelle).

Comme cet enquêté, beaucoup considèrent que le retour en arrière est impensable. Les parents des enfants enrôlés, les autorités traditionnelles et religieuses, mais aussi la société plus largement ne voient comme issue que la mort du jihadiste. Quant au pardon et la réconciliation :

« C'est difficile, je pense que l'État même ne peut pas accepter ça » (propos d'un responsable chrétien d'une organisation caritative basée à Kousséri).

L'urgence est d'abord à la restauration de la paix qui produira le déclin du mouvement. Ils suggèrent que l'attention se porte sur le quotidien.

« Je ne vois aucune solution pour sortir de cette situation, mais je sollicite vraiment les denrées alimentaires pour survivre » (propos d'une veuve déplacée vivant à Koza avec ses enfants dans des conditions d'une grande précarité).

« Tout ce que je peux vous demander, c'est de penser à moi parce que je souffre beaucoup pour manger et nourrir mes huit enfants » (propos d'une autre déplacée, veuve et mère de huit enfants).

Cette attente primordiale s'accompagne quasiment partout d'un sentiment d'impasse. Des jeunes de Makary font remarquer à ce titre que :

« Pour sortir de cette crise (...) actuellement, nous estimons que le seul moyen susceptible de mettre fin à cette crise est l'armée ».

Les objections à une réconciliation sont représentatives de la difficulté des populations à penser des voies de sortie de l'extrémisme violent. Sur la base des perceptions recueillies auprès des enquêtés et des observations réalisées sur le terrain, étayées d'analyses et de discussions avec différents acteurs pertinents, trois thèmes de réflexion se dégagent en faveur de la contre-radicalisation.

Thème de réflexion 1 : Conférer de la valeur aux zones exposées : la nécessaire institutionnalisation de la région-frontière autour du lac Tchad.

Si les processus sociaux et politiques permettent une prise en charge négociée des tensions latentes et des facteurs déclencheurs de la radicalisation, la résilience est certaine. Les acteurs en présence sont imprégnés de raisons profondes de rejeter le statu quo lorsqu'elles ont accès à des ressources matérielles, politiques et sociales de violence. La radicalisation et le recours à la violence qui en découlent sont motivés par la conviction qu'elles constituent la seule issue possible pour le changement. Ainsi, c'est en reconnaissant et en conférant une valeur sociale aux communautés sahéennes exposées à l'extrémisme violent que l'on peut en contenir les effets dévastateurs. Donner de la valeur, c'est écouter, c'est entretenir et prendre soin de ses populations. A ce titre, le

caractère fluide de l'espace frontalier entre le Cameroun, le Tchad et le Nigeria pourrait être reconnu en tant que tel et valorisé. Un régime spécial socioéconomique, socioculturel, politique, juridique et institutionnel pourrait être appliqué. Une revue des dispositifs existants serait judicieuse pour avancer dans cette voie.

Thème de réflexion 2 : L'élaboration d'une stratégie nationale de contre-radicalisation reposant sur une approche globale (sécurité, gouvernance et développement).

Le renforcement de la cohésion sociale est un autre élément décisif de la contre-radicalisation et passe par la fourniture de services sociaux essentiels dans la région ainsi qu'une reconsidération des lieux de socialisation religieuse et de transmission des savoirs religieux (y compris leur contrôle). Ces deux orientations pourraient permettre de définir plus précisément la réponse à apporter à l'enjeu de la jeunesse marginalisée et de définir les contours de mécanismes de dialogue intercommunautaire afin de répondre efficacement aux tensions et/ou conflits existants.

Les acteurs de la société civile, les responsables des communautés locales traditionnelles ou religieuses et les universitaires pourraient être judicieusement mis à contribution pour établir des stratégies en faveur de l'espace frontalier. La définition du modèle de gouvernance serait quant à elle guidée par l'institutionnalisation de la région-frontière.

Si les conditions de prise en charge sont définies collectivement, la contre-radicalisation pourrait également intégrer un dispositif d'alerte précoce ciblant les personnes exposées à un fort potentiel de radicalisation ainsi que les disséminateurs.

Thème de réflexion 3 : La construction d'un argumentaire désidéologisé et desethnicisé contre le discours radical

Cet argumentaire pourrait être décliné jusqu'au niveau local pour permettre de contrer la stigmatisation communautaire et, relayé par la police/gendarmerie de proximité, il faciliterait l'établissement de relations de confiance avec les communautés. Il s'agirait aussi d'aménager une plateforme confidentielle pour les radicaux, sorte de « Exit talk » permettant de parler avec les radicaux qui veulent revenir à la vie civile. Une réhabilitation religieuse portée par des oulémas reconnus et porteurs d'une doctrine de la repentance serait utile à mettre en oeuvre. Mettre les communautés à contribution demande un important investissement, car demander à des fidèles de combattre le jihadisme paraît contraire aux exigences de la foi. Un cadre préalable pourrait être établi grâce à l'aménagement d'espaces de dialogue.

© 2016 – Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.



**From
the People of Japan**



*Empowered lives.
Resilient nations.*